JOURNAL OFFICIEL

DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DÉBATS PARLEMENTAIRES

SÉNAT

COMPTE RENDU INTÉGRAL DES SÉANCES

Abonnements à l'Édition des DEBATS DU SENAT : FRANCE ET OUTRE-MER : 16 F ; ETRANGER : 24 F
(Compte chèque postal : 9063-13, Paris.)

PRIÈRE DE JOINDRE LA DERNIÈRE BANDE
aux renouvellements et réclamations

DIRECTION, REDACTION ET ADMINISTRATION
26, RUE DESAIX, PARIS 15^e

POUR LES CHANGEMENTS D'ADRESSE
AJOUTER 0,20 F

SECONDE SESSION ORDINAIRE DE 1966-1967

COMPTE RENDU INTEGRAL — 1^{re} SEANCE

Séance du Lundi 3 Avril 1967.

SOMMAIRE

1. — Ouverture de la session ordinaire (p. 89).
2. — Excuses (p. 89).
3. — Procès-verbal (p. 89).
4. — Décès de M. Paul Baratgin, sénateur des Hautes-Pyrénées, et de M. Michel Champleboux, sénateur du Puy-de-Dôme (p. 89).
5. — Vacance de sièges et suspension provisoire de mandats (p. 91).
6. — Remplacement de sénateurs élus députés (p. 92).
7. — Communication du Conseil constitutionnel (p. 92).
8. — Caducité des questions orales avec débat (p. 92).
9. — Candidature à une commission (p. 92).
10. — Dépôt d'un rapport (p. 92).
11. — Ajournement du Sénat (p. 92).

PRESIDENCE DE M. GASTON MONNERVILLE

La séance est ouverte à quinze heures quinze minutes.

M. le président. La séance est ouverte.

— 1 —

OUVERTURE DE LA SESSION ORDINAIRE

M. le président. Je déclare ouverte la session ordinaire du Sénat prévue par les 3^e et 4^e alinéas de l'article 28 de la Constitution.

— 2 —

EXCUSES

M. le président. MM. Henri Cornat, Marcel Lemaire et André Picard s'excusent de ne pouvoir assister à la séance.

— 3 —

PROCES-VERBAL

M. le président. Le procès-verbal de la séance du 21 décembre 1966 a été distribué.

Il n'y a pas d'observation ?...

Le procès-verbal est adopté.

— 4 —

DECES DE MM. PAUL BARATGIN, SENATEUR DES HAUTES-PYRENEES, ET MICHEL CHAMPLEBOUX, SENATEUR DU PUY-DE-DOME

M. le président. Mes chers collègues (*Mmes et MM. les sénateurs se lèvent*), notre Assemblée venait à peine de clore ses travaux que nous apprenions le décès, survenu le 22 décembre, de notre collègue Paul Baratgin, sénateur des Hautes-Pyrénées.

Depuis quelque temps déjà il avait dû interrompre ses activités ; son état de santé allait chaque jour déclinant et les ressources de la science furent impuissantes contre l'inexorable évolution du mal. Avec Paul Baratgin disparaît l'un des plus

anciens membres de notre Assemblée, car il y était entré dès 1946, à la création même du Conseil de la République.

Selon sa volonté formellement exprimée, aucun discours ne fut prononcé à ses obsèques ; il les voulait empreintes de cette simplicité qui a été le caractère marquant de sa vie. Ses dernières volontés furent scrupuleusement respectées. Mais je pense ne pas les enfreindre en évoquant ici sa mémoire, le jour même de la rentrée du Sénat.

Voici soixante-seize ans naissait à Orgerus, petite commune de Seine-et-Oise, celui qui devait rejoindre plus tard les Hautes-Pyrénées d'où sa famille était originaire. Son père s'installa comme médecin à Lannemezan, alors modeste agglomération ourlée de landes et de bruyère, située au milieu d'un immense plateau au sol ingrat, au climat rude, qui déploie son relief en forme d'éventail entre l'ample vallée de la Garonne et les flancs abrupts de l'Adour. C'est là que grandit Paul Baratgin ; c'est là qu'il se forma à la vie intellectuelle et au devoir social.

Ses études de médecine terminées, il succéda à son père dans l'exercice de cette profession si attachante, mais qui exige de la part du praticien rural tant de dévouement, de désintéressement et d'abnégation. Un cœur aussi ouvert, aussi généreux que celui du docteur Baratgin ne pouvait rester insensible à cette vision de la détresse humaine, qu'il côtoyait chaque jour et qu'il fallait soulager, sinon guérir.

Ces souffrances, ces meurtrissures du cœur, il les avait lui-même subies pendant quatre longues années au cours de durs et sanglants combats de tranchées, lors de la première guerre mondiale. Il y prit part au 212^e régiment d'infanterie et la croix de guerre puis la Légion d'honneur témoignèrent de son courage exemplaire.

Face au péril du feu, une amitié était née. Une amitié que les difficultés de la vie n'ont jamais altérée, car elle était fondée sur les mêmes dangers affrontés en commun, et aussi sur une même conception de la République et de la démocratie. Je veux parler de l'affection profonde et réciproque qui lia Baratgin et Gaston Manent. Celui-ci, après avoir été député, membre du Gouvernement à plusieurs reprises, devait devenir conseiller de la République comme colistier de notre collègue défunt.

En 1925, Paul Baratgin fut élu conseiller municipal de Lannemezan et, au mois de juillet de la même année, conseiller général du canton. En 1929, ses pairs lui confièrent la première magistrature de cette cité et l'Assemblée départementale l'élut à la présidence de la commission des finances. C'est avec des majorités sans cesse accrues que sa réélection fut chaque fois assurée au premier tour.

Vint l'occupation. Son sens des responsabilités, son courage, son patriotisme firent immédiatement de l'ancien soldat de 1914 un résistant inflexible. Son adhésion à la Résistance dans le département, la sympathie sans réserve qu'il manifesta aux réfractaires, l'appui qu'il apporta aux maquis de la région provoquèrent à deux reprises son arrestation par la Gestapo.

Détenu à la prison Saint-Michel, à Toulouse, il allait être déporté, lorsque les forces de la Libération vinrent le délivrer.

L'attribution de la médaille de la Résistance fut la reconnaissance de ses mérites. En outre, ses concitoyens lui rendirent hommage, en le portant à la présidence du Conseil général en 1945 et en l'envoyant siéger sans interruption à l'Assemblée constituante, au Conseil de la République, puis au Sénat. Ainsi, pendant plus de quarante années, se déroula pour lui une carrière politique marquée par une continuité dont les bénéficiaires furent la ville de Lannemezan et le département des Hautes-Pyrénées.

Esprit réalisateur, ouvert au progrès, Paul Baratgin sut dégager très tôt les structures d'avenir de sa cité en élaborant une synthèse harmonieuse entre une activité agricole traditionnelle et un développement industriel nécessaire. Son action persévérante devait aboutir à l'implantation dans sa région de deux complexes chimiques très importants qui vinrent apporter une solution humaine au problème d'une main-d'œuvre rurale excédentaire. Mais l'œuvre dont il était le plus fier, sans doute, était la réalisation de l'hôpital psychiatrique qui, face au décor majestueux des Pyrénées, est devenu, grâce aux efforts de notre collègue, un centre de renommée internationale où est appliquée avec succès la méthode de l'ergothérapie. C'est dans cet ensemble remarquable, aux vastes espaces, qu'il nous accueillit avec sa cordialité et sa simplicité coutumières, lors d'un congrès de l'Assemblée des présidents des conseils généraux, et chacun de nous put admirer le dévouement et la compétence du corps médical, comme du personnel, attachés à cette grande œuvre et constater les progrès évidents d'une région en pleine expansion.

L'activité de Paul Baratgin était aussi déterminante au sein de l'assemblée départementale. Sous son autorité furent entreprises de grandes réalisations : telles l'irrigation, avec la Société interdépartementale des coteaux de Gascogne, dont il était le

président ; la mise en valeur de la montagne, par la construction à haute altitude d'une route dite « des lacs » dont l'autorisation de financement est en cours ; la création de voies transpyrénéennes vers l'Espagne, destinées à rompre l'isolement de sa région... Etrange coïncidence, c'est le jour même des obsèques de notre collègue que fut prise la décision du gouvernement espagnol donnant son accord pour l'ouverture des travaux de la route qui doit relier Aragnouet à Bielsa.

Dans notre Assemblée, Paul Baratgin conquit bien vite l'estime et la confiance de ses collègues. Administrateur local avisé et efficace, il mit tout de suite au service du Conseil de la République, nouvelle assemblée aux débuts difficiles, sa compétence, son autorité souriante, son sens de la conciliation ; et il contribua grandement à déterminer le rôle que cette assemblée devait tenir dans le fonctionnement des institutions de la République. Son action fut constamment guidée par les idées qu'il exprimait dans sa profession de foi, le 7 novembre 1948 : « Notre parti aurait voulu donner à la Chambre de réflexion des pouvoirs plus complets que ceux qui lui ont été dévolus par la Constitution et lui permettre ainsi de remplir son rôle important d'une façon plus efficace. Désigné en 1946 par de grands électeurs, le Conseil de la République n'était pas à l'image de nos collectivités locales. Le scrutin qui présidera cette fois à son élection en fera ce qu'il doit être : le Grand Conseil des Municipalités françaises ».

Aussi est-ce surtout à la défense des collectivités locales que Baratgin consacra l'essentiel de ses interventions, aussi bien au Conseil de la République qu'au Sénat. Il ne négligea pas non plus les problèmes d'intérêt social. Médecin, il voulut que la médecine restât une profession libérale ; et il invita le Gouvernement à proposer par des textes législatifs précis qu'en aucune circonstance ne puisse être mise en échec l'application du principe démocratique qui laisse aux malades assurés sociaux le libre choix de leurs praticiens, et à ces praticiens l'exercice de leur art. Il donnait une valeur sociale à cette conception de la médecine.

Dès 1949, notre assemblée le choisit comme l'un de ses questeurs ; vous lui avez renouvelé votre confiance pendant dix années successives. Fait digne de remarque, car les fonctions de questeur sont lourdes, délicates, absorbantes. Les multiples problèmes qui sollicitent quotidiennement leur activité exigent de nos collègues questeurs, outre les qualités d'administrateur, beaucoup de doigté, de modération, de sang-froid.

Homme de conciliation, esprit pondéré et d'excellent conseil, foncièrement libéral, Baratgin n'imposait jamais sa manière de voir ; il cherchait plutôt à persuader, à convaincre en créant la sympathie pour sa thèse ou pour son raisonnement, d'une voix un peu chantante, quêteuse de compréhension et d'amitié ; une compréhension qui, chez lui, se dévoilait dans un regard plein de bonté, de douceur, de finesse pyrénéenne. La modestie était sa qualité dominante, cette qualité noble, pas si commune, qui rapproche les hommes et les fait se sentir solidaires, dans la confiance et dans la loyauté.

La mémoire de Paul Baratgin restera comme celle d'un élu qui, tout naturellement, sans vaine ostentation, avec conscience, jusqu'au lent épuisement de ses forces, s'est dévoué au service de son idéal d'homme public. Ses concitoyens, comme beaucoup d'autres aussi, le savent. Et c'est pourquoi, le 26 décembre, dans une cité silencieuse des Pyrénées, montait de la foule qui entourait son cercueil l'air sombre et exaltant qui, aux heures du malheur, soutint le courage des Résistants, ces rescapés du hasard. Le « Chant des Partisans » fut l'ultime hommage qu'une population dans le deuil rendit à celui qui pendant tant d'années avait été son maire, le président de son conseil général, son médecin, son sénateur, un être de générosité et de caractère, qui, ne considérant pas son œuvre comme rare ou exemplaire, ne voulut, en retour, nulle consécration publique.

Le Sénat, qui l'estimait, s'incline avec respect devant la douleur des siens ; il renouvelle à Mme Paul Baratgin et à sa famille l'expression de sa sympathie douloureuse.

A ses collègues du conseil municipal de Lannemezan et du conseil général des Hautes-Pyrénées, au groupe de la gauche démocratique de notre assemblée dont il était l'un des membres les plus anciens, écouté et aimé, je veux, en votre nom, exprimer la profonde solidarité de notre tristesse.

Le 8 mars, à Volvic, au lieu même où il était né, s'éteignait Michel Champleboux, sénateur du Puy-de-Dôme. Ainsi s'éloignait de nous la silhouette puissante et massive de ce fils de l'Auvergne, le clair regard de ses yeux vifs, que ne parvenaient pas à assombrir d'épais sourcils en broussaille.

Certes, il n'avait pas échappé à l'amitié que nous lui portions, parce que tout en lui l'appelaient naturellement. Combien son attitude familière, la tête légèrement enfoncée dans des épaules solides, s'était, ces derniers temps, modifiée ! Combien sa haute taille semblait lui devenir à charge ! Et nous sentions chez

cet homme toujours soucieux de faire face à toutes les obligations d'un parlementaire, augmentées de celles d'un élu local, je ne sais quel poids supplémentaire, quel souci intime qui tiendrait à l'appréhension de ne pouvoir plus se consacrer aussi pleinement à ses diverses activités

La maladie dont il souffrait depuis longtemps l'a emporté alors qu'il allait atteindre sa soixante-sixième année.

Michel Champleboux était né, en effet, à Volvic, le 27 mars 1901, d'une famille de commerçants. Après ses études secondaires qu'il fit au collège Michel-de-l'Hospital de Riom, il quitta l'Auvergne natale pour le Dauphiné et, en 1922, à vingt et un ans, il était diplômé de l'Institut électrotechnique de Grenoble. Peu après avoir accompli, en Algérie, son service militaire, il rejoignait sa province qu'il ne devait plus quitter désormais.

En un domaine qui prenait déjà un essor considérable il fit une carrière remarquable, dont on peut dire que, dès l'origine, elle fut mise au service de la collectivité. En effet, après deux années passées à la compagnie hydro-électrique d'Auvergne, il apporta sa collaboration à un bureau d'études et fut l'un des animateurs de l'électrification du Puy-de-Dôme; il réalisa la création de divers syndicats d'électrification et couronna cette œuvre par l'institution, en 1948, du syndicat départemental de l'électricité.

Il s'acquit ainsi une réputation telle que, lors de la nationalisation des réseaux de distribution et de la création de l'Electricité de France et du Gaz de France, il fut appelé à siéger au conseil supérieur de l'Electricité et au conseil d'administration du Gaz de France.

Mais sa valeur personnelle, sa compétence et les services ainsi rendus, sur un plan élevé, avaient déjà reçu un autre témoignage: le 5 mai 1935, Michel Champleboux était élu conseiller municipal de Volvic. Une nouvelle activité commençait pour lui, parallèle, mais néanmoins intimement liée à son activité privée; une carrière faite de dévouement à la collectivité, à sa ville natale d'abord. Ces tâches que nous connaissons bien, car elles sont celles de l'immense majorité d'entre nous — matérielles, comme la voirie, l'adduction d'eau, l'amélioration de l'éclairage, la construction d'immeubles communaux... et morales, telles l'assistance, la compréhension des situations individuelles, le soutien moral pour les moins armés, le dévouement pour les déshérités — il les remplissait avec d'autant plus de cœur que, privé des joies de la paternité, il reportait sur ses concitoyens, spécialement les jeunes, toutes ses ressources affectives.

Au long des années, l'œuvre se poursuit, animée du désir de justice et de progrès social. Marquée aussi, au cours de l'occupation, par un patriotisme sans emphase et d'autant plus courageux. En 1945, à l'issue de la période sombre, mais combien riche, dans ces monts d'Auvergne ou l'héroïsme a laissé tant de traces douloureuses, Michel Champleboux est porté à la présidence du comité de libération de Volvic. Le 18 mai 1945, il est élu maire. La même année, il accède à l'assemblée départementale, comme conseiller général du canton de Riom-Ouest. Rapporteur du budget départemental, secrétaire de la commission départementale, et, depuis quelques années, président de la commission des finances du conseil général, tels sont les postes qu'il occupe avec une compétence reconnue.

Le champ de son activité s'étend. Les problèmes économiques, spécialement les problèmes touristiques, présentent, pour cette magnifique région du centre de la France, une importance considérable. Michel Champleboux s'attache à les résoudre.

Vice-président de la commission d'organisation des économies régionales, du comité départemental d'expansion économique, président des gîtes ruraux, des logis de France, des auberges rurales, il tirait une grande fierté des résultats obtenus dans ces domaines. Et une juste fierté, car nous savons combien de tels résultats requièrent inlassablement de soins, de soucis, de démarches, de foi.

Tels sont les titres qui le font porter au Sénat de la République le 8 juin 1958. Du modeste cadre local de 1935, voilà son activité élevée au cadre national. Une nouvelle charge, combien prenante, vient s'ajouter à celles qui pèsent déjà sur lui: celle de législateur.

Vous le nommez à la commission des affaires économiques et du plan. Sa solide formation d'ingénieur et l'expérience acquise au cours d'une longue carrière l'avaient tout naturellement amené à se préoccuper des problèmes industriels et énergétiques. Son action se manifesta notamment à l'occasion des difficultés éprouvées par les charbonnages, soucieux qu'il était, à la fois, d'éviter une trop grande diminution de la production charbonnière et de faciliter la reconversion industrielle de l'Auvergne. Ne nous disait-il pas à cette occasion: « Un économiste n'est par forcément un homme qui a du cœur, mais, s'il en a, cela ne vas pas plus mal »? Le technicien qu'il était ne cessait en effet de se préoccuper de l'homme.

Régulièrement, chaque année, il présentait à notre assemblée, à l'occasion de la discussion budgétaire, un rapport très complet sur la politique française en matière d'énergie atomique, s'attachant principalement à l'utilisation pacifique de cette nouvelle forme d'énergie. Ces rapports, très documentés, il en exposait la substance en séance, avec la précision, la rigueur d'un spécialiste, mais sans nul pédantisme, en termes simples, accessibles à tous.

Marquant chaque année le chemin parcouru, la continuité de l'effort accompli par tous les gouvernements depuis plus de vingt ans pour domestiquer l'atome et le mettre au service de l'industrie et de la médecine, tenant compte de l'expérience des autres pays, il nous disait ses sentiments de fierté, mais aussi ses inquiétudes pour l'avenir. Car le souci de la paix prévalait en lui.

Michel Champleboux avait été fait chevalier de la Légion d'honneur, officier du Mérite commercial et du Mérite agricole. Modeste et réfléchi, il préférerait à toutes ces distinctions, reçues sans jamais avoir été sollicitées, la fidélité sans faille de ses concitoyens, qui était pour lui le meilleur hommage, celui qui lui faisait chaud au cœur. Elle honorera sa mémoire comme elle a honoré sa vie.

Je désire, au nom de notre assemblée, renouveler à Mme Champleboux et à la famille de notre regretté collègue l'expression de notre sympathie, assurer les membres du groupe socialiste qui, comme nous, appréciaient la dignité de sa vie, et aussi ses nombreux amis d'Auvergne, que nous entourerons de respect et d'estime la mémoire attachante de Michel Champleboux.

Ainsi, mes chers collègues, au premier jour de notre session le deuil unit dans notre souvenir Paul Baratgin et Michel Champleboux, deux hommes d'expérience, de devoir et de raison, dont l'exemple nous enseigne cette profonde vérité: l'essentiel est d'accomplir sa tâche, simplement, honnêtement, en toute sérénité, persuadé, au demeurant, que tout le reste est vanité.

— 5 —

VACANCE DE SIEGES ET SUSPENSION PROVISOIRE DE MANDATS

M. le président. Par lettre en date du 16 mars 1967, M. le ministre de l'intérieur m'a fait connaître que MM. Jacques Baumel, Daniel Benoist, Jacques Bordeneuve, Bernard Chochoy, Michel Durafour, Georges Guille, Bernard Lafay, Roger Lagrange, Pierre Métayer, Charles Naveau et Jacques Richard ont été proclamés députés à l'Assemblée nationale à la suite des élections des 5 et 12 mars 1967.

D'autre part, M. le président du Conseil constitutionnel m'a fait connaître, par lettre en date du 24 mars 1967, que seules les élections de M. Bernard Lafay et de M. Jacques Richard ont fait l'objet de recours en contestation devant le Conseil constitutionnel.

En application de l'article L. O. 137 du code électoral, la vacance des sièges des sénateurs élus députés, et dont l'élection n'a fait l'objet d'aucune contestation, doit être proclamée à compter de ce jour, date du début de leur mandat à l'Assemblée nationale.

En conséquence, je proclame la vacance des sièges de :

- M. Jacques Baumel, sénateur de la Seine;
- M. Daniel Benoist, sénateur de la Nièvre;
- M. Jacques Bordeneuve, sénateur de Lot-et-Garonne;
- M. Bernard Chochoy, sénateur du Pas-de-Calais;
- M. Michel Durafour, sénateur de la Loire;
- M. Georges Guille, sénateur de l'Aude;
- M. Roger Lagrange, sénateur de Saône-et-Loire;
- M. Pierre Métayer, sénateur de Seine-et-Oise;
- M. Charles Naveau, sénateur du Nord.

La vacance des sièges de sénateur de M. Bernard Lafay, sénateur de la Seine, et de M. Jacques Richard, sénateur de Seine-et-Oise, ne pourra être proclamée, le cas échéant, qu'après décision du Conseil constitutionnel confirmant leur élection à l'Assemblée nationale.

Toutefois, je rappelle qu'aux termes de l'article L. O. 137 du code électoral « ... tout sénateur élu député cesse, de ce fait même, d'appartenir à la première assemblée dont il était membre... Il ne peut en aucun cas participer aux travaux de deux assemblées. »

En conséquence, nos deux collègues, dont l'élection à l'Assemblée nationale est contestée, cessent de pouvoir participer à

nos travaux, étant entendu qu'au cas où l'élection de l'un d'eux comme député ne serait pas confirmée par le Conseil constitutionnel, son mandat de sénateur reprendrait par là même la plénitude de ses effets.

— 6 —

REMPLACEMENT DE SENATEURS ELUS DEPUTES

M. le président. J'informe le Sénat que M. le ministre de l'intérieur m'a fait connaître, conformément à l'article 32 de l'ordonnance n° 58-1067 du 7 novembre 1958, qu'en application de l'article L. O. 319 du code électoral :

M. Pierre Mailhé a été appelé à remplacer M. Paul Baratgin, sénateur des Hautes-Pyrénées, décédé le 22 décembre 1966 ;

M. André Barroux a été appelé à remplacer M. Michel Champleboux, sénateur du Puy-de-Dôme, décédé le 8 mars 1967.

Conformément aux dispositions de l'article L. O. 322 du code électoral, il devra être procédé à des élections partielles pour pourvoir au remplacement de MM. Daniel Benoist, Jacques Bordeneuve, Michel Durafour, Georges Guille et Roger Lagrange.

— 7 —

COMMUNICATION DU CONSEIL CONSTITUTIONNEL

M. le président. J'informe le Sénat que, par lettre du 26 janvier 1967, M. le président du Conseil constitutionnel m'a adressé le texte de la décision rendue par le Conseil constitutionnel, en date du même jour, sur la conformité à la Constitution de la loi organique modifiant et complétant l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 portant loi organique relative au statut de la magistrature.

Acte est donné de cette communication.

La décision du Conseil constitutionnel a été publiée au *Journal officiel* du 19 février 1967.

— 8 —

CADUCITE DES QUESTIONS ORALES AVEC DEBAT

M. le président. Je rappelle au Sénat que les questions orales avec débat déposées jusqu'à ce jour sont devenues caduques en raison de la démission du Gouvernement auquel elles étaient adressées.

Le texte des questions orales avec débat déposées pendant l'intersession sera publié, pour information, à la suite du compte rendu de la présente séance.

— 9 —

CANDIDATURE A UNE COMMISSION

M. le président. J'informe le Sénat que le groupe de la gauche démocratique a fait connaître à la présidence le nom du candidat qu'il propose pour siéger à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale, en remplacement de M. Paul Baratgin, décédé.

Cette candidature va être affichée et la nomination aura lieu conformément à l'article 8 du règlement.

— 10 —

DEPOT D'UN RAPPORT

M. le président. J'ai reçu de M. Paul Massa un rapport, fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale, sur la proposition de loi de M. Roger Carcassonne et des membres du groupe socialiste et apparenté tendant à modifier la date d'effet de la loi du 6 août 1963 relative au recours contre le tiers responsable en matière d'accident de trajet (n° 169, 1965-1966).

Le rapport sera imprimé sous le n° 216 et distribué.

— 11 —

AJOURNEMENT DU SENAT

M. le président. Tant que le nouveau gouvernement n'est pas constitué, le Sénat ne peut ni procéder à la fixation de son ordre du jour ni aborder les travaux parlementaires.

Dans ces conditions, vous voudrez sans doute laisser à votre président le soin de vous convoquer pour la première date utile ?

Il n'y a pas d'opposition ?...

Il en est ainsi décidé.

J'ajoute que, préalablement à cette convocation, je réunirai la conférence des présidents dont les conclusions pourront ainsi vous être soumises au cours de cette prochaine séance.

Personne ne demande la parole ?...

La séance est levée.

(La séance est levée à quinze heures quarante-cinq minutes.)

Les chefs adjoints du service de la sténographie du Sénat,

MARCEL PÉDOUSSAUD, RAOUL JOURON.

Décès de sénateurs.

Mmes et MM. les sénateurs ont été informés du décès de M. Paul Baratgin, sénateur des Hautes-Pyrénées, survenu le 22 décembre 1966, et de M. Michel Champleboux, sénateur du Puy-de-Dôme, survenu le 8 mars 1967.

Vacance de sièges de sénateurs.

Au cours de la séance du 3 avril 1967, en application de l'article L. O. 137 du code électoral, le Sénat a pris acte de la vacance des sièges de :

MM. Jacques Baumel, sénateur de la Seine ;
Daniel Benoist, sénateur de la Nièvre ;
Jacques Bordeneuve, sénateur de Lot-et-Garonne ;
Bernard Chochoy, sénateur du Pas-de-Calais ;
Michel Durafour, sénateur de la Loire ;
Georges Guille, sénateur de l'Aude ;
Roger Lagrange, sénateur de Saône-et-Loire ;
Pierre Métayer, sénateur de Seine-et-Oise ;
Charles Naveau, sénateur du Nord,

élus députés à l'Assemblée nationale le 12 mars 1967.

Remplacement de sénateurs.

En application de l'article 32 de l'ordonnance n° 58-1067 du 7 novembre 1958 et de l'article L. O. 319 du code électoral, M. le ministre de l'intérieur a fait connaître à M. le président du Sénat que :

M. Pierre Mailhé est appelé à remplacer M. Paul Baratgin, sénateur des Hautes-Pyrénées, décédé le 22 décembre 1966 ;

M. André Barroux est appelé à remplacer M. Michel Champleboux, sénateur du Puy-de-Dôme, décédé le 8 mars 1967.

Modifications aux listes des membres des groupes.

GROUPE DE LA GAUCHE DÉMOCRATIQUE
(44 membres au lieu de 46.)

Supprimer les noms de MM. Paul Baratgin, Jacques Bordeneuve, Bernard Lafay.

Ajouter le nom de M. Pierre Mailhé.

GROUPE DE L'UNION POUR LA NOUVELLE RÉPUBLIQUE
(21 membres au lieu de 23.)

Supprimer les noms de MM. Jacques Baumel, Jacques Richard.

GROUPE SOCIALISTE
(46 membres au lieu de 52.)

Supprimer les noms de MM. Daniel Benoist, Michel Champleboux, Bernard Chochoy, Georges Guille, Roger Lagrange, Pierre Métayer, Charles Naveau.

Ajouter le nom de M. André Barroux.

**SÉNATEURS NE FIGURANT NI SUR UNE LISTE
NI A LA SUITE D'UNE LISTE DE GROUPE**
(10 au lieu de 11.)

Supprimer le nom de M. Michel Durafour.

Propositions de loi reprises conformément au troisième alinéa de l'article 28 du règlement.

Les propositions de loi suivantes, déposées le 12 novembre 1965, ont été reprises par leur auteur le 11 janvier 1967 :

Proposition de loi [n° 54 (1965-1966)] de M. Edouard Bonnefous tendant à modifier certains articles du code électoral concernant la répartition des sièges des sénateurs et la désignation des délégués des conseils municipaux qui participent à l'élection des sénateurs, en vue d'assurer aux départements et aux communes une représentation équitable.

(Renvoyée à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale, sous réserve du droit reconnu au Gouvernement par l'article 43 de la Constitution de demander la nomination d'une commission spéciale.)

Proposition de loi organique [n° 55 (1965-1966)] de M. Edouard Bonnefous tendant à modifier certains articles du code électoral relatifs à la composition et au renouvellement du Sénat.

(Renvoyée à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale, sous réserve du droit reconnu au Gouvernement par l'article 43 de la Constitution de demander la nomination d'une commission spéciale.)

**Dépôts rattachés pour ordre
au procès-verbal de la séance du 21 décembre 1966.**

M. le président du Sénat a reçu les dépôts ci-après, qui ont été rattachés pour ordre au procès-verbal de la séance du 21 décembre 1966 :

Projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, portant réforme du droit des incapables majeurs. (Enregistré à la présidence le 26 décembre 1966.)

(Ce projet de loi a été imprimé sous le numéro 201, distribué et renvoyé à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale.)

Rapport de M. Marcel Molle, fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale, sur le projet de loi portant extension aux départements de la Guadeloupe, de la Guyane, de la Martinique et de la Réunion de modifications apportées au code civil et précisant les conditions d'application de certains articles de ce code dans les mêmes départements. (Enregistré à la présidence le 4 février 1967.)

(Ce rapport a été imprimé sous le numéro 202 et distribué.)

Rapport d'information de MM. Joseph Beaujannot, Auguste Billiemaz, Amédée Bouquerel, Marcel Brégégère, Jean Errecart, Eugène Jamain et Modeste Legouez, fait au nom de la commission des affaires économiques et du Plan, à la suite de la mission relative aux transports intérieurs, à la pêche maritime et à la construction navale, effectuée au Japon du 17 septembre au 3 octobre 1966. (Enregistré à la présidence le 7 février 1967.)

(Ce rapport a été imprimé sous le numéro 203 et distribué.)

Rapport de M. Pierre Marcihacy, fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale, sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, relatif à la Cour de cassation. (Enregistré à la présidence le 15 février 1967.)

(Ce rapport a été imprimé sous le numéro 204 et distribué.)

Proposition de loi organique de M. Robert Bruyneel tendant à modifier certains articles du code électoral, de façon à prévoir le remplacement, par des élections partielles, des membres du Parlement dont le siège devient vacant. (Enregistré à la présidence le 20 février 1967.)

(Cette proposition de loi organique a été imprimée sous le numéro 205, distribuée et renvoyée à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale, sous réserve du droit reconnu au Gouvernement par l'article 43 de la Constitution de demander la nomination d'une commission spéciale.)

Proposition de loi de M. Robert Bruyneel tendant à modifier certains articles du code électoral. (Enregistrée à la présidence le 20 février 1967.)

(Cette proposition de loi a été imprimée sous le numéro 206, distribuée et renvoyée à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale, sous réserve du droit reconnu au Gouvernement par l'article 43 de la Constitution de demander la nomination d'une commission spéciale.)

Rapport de M. Baudouin de Hauteclocque, fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale, sur la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, tendant à compléter le statut du fermage en ce qui concerne les améliorations pouvant être apportées par les preneurs. (Enregistré à la présidence le 2 mars 1967.)

(Ce rapport a été imprimé sous le numéro 207 et distribué.)

Rapport de M. Paul Guillard, fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale, sur la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, tendant à étendre aux sociétés de caution mutuelle des négociants en grains agréés le bénéfice du privilège conféré à l'office national interprofessionnel des céréales par l'article 23 bis du décret du 23 novembre 1937. (Enregistré à la présidence le 2 mars 1967.)

(Ce rapport a été imprimé sous le numéro 208 et distribué.)

Rapport de M. Pierre Garet, fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale, sur le projet de loi instituant un tribunal de première instance dans l'archipel des Nouvelles-Hébrides. (Enregistré à la présidence le 6 mars 1967.)

(Ce rapport a été imprimé sous le numéro 209 et distribué.)

Rapport de M. Jean Geoffroy, fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale, sur la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, tendant à modifier l'article 62 du code de l'administration communale en vue de faire cesser l'incompatibilité existant entre les fonctions de géomètre du cadastre et le mandat de maire ou d'adjoint. (Enregistré à la présidence le 9 mars 1967.)

(Ce rapport a été imprimé sous le numéro 210 et distribué.)

Rapport de M. Edouard Le Bellegou, fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale, sur le projet de loi prorogeant certains baux ruraux consentis au profit des rapatriés. (Enregistré à la présidence le 15 mars 1967.)

(Ce rapport a été imprimé sous le numéro 211 et distribué.)

Rapport de M. Lucien de Montigny, fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale, sur la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, tendant à insérer un article 252-1 dans le code pénal. (Enregistré à la présidence le 15 mars 1967.)

(Ce rapport a été imprimé sous le numéro 212 et distribué.)

Rapport de M. Paul Guillard, fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale, sur le projet de loi relatif à l'amélioration de l'habitat. (Enregistré à la présidence le 17 mars 1967.)

(Ce rapport a été imprimé sous le numéro 213 et distribué.)

Rapport de M. Pierre Marilhac, fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale, sur le projet de loi sur les assurances maritimes. (Enregistré à la présidence le 29 mars 1967.)

(Ce rapport a été imprimé sous le numéro 214 et distribué.)

Rapport de M. Marilhac, fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale, sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, sur la sauvegarde de la vie humaine en mer et l'habitabilité à bord des navires. (Enregistré à la présidence le 29 mars 1967.)

(Ce rapport a été imprimé sous le numéro 215 et distribué.)

QUESTIONS ORALES AVEC DEBAT

REMISES A LA PRESIDENCE DU SENAT AU COURS DE L'INTERSESSION

(N. B. — Ces questions, publiées pour information, sont devenues caduques en raison de la démission du Gouvernement auquel elles étaient adressées.)

61. — 4 janvier 1967. — M. Antoine Courrière rappelle à M. le Premier ministre les assurances qui ont été données par son représentant lors de la séance du 29 juin 1965 au Sénat quant aux solutions apportées à l'amélioration de la situation de l'entreprise Bull, et lui demande, en raison des informations parues dans la presse, quelle est la situation exacte de cette affaire, quelles sont les possibilités de développement de cette entreprise et les mesures qu'il compte prendre pour sauvegarder une industrie dont l'intérêt national est incontestable et pour éviter aux personnels, sur le plan de l'emploi, les conséquences d'une politique qui est loin d'avoir donné les résultats que laissaient espérer les affirmations gouvernementales.

62. — 9 mars 1967. — M. Lucien Bernier demande à M. le ministre d'Etat chargé des départements et territoires d'outre-mer si le Gouvernement est bien décidé à faire respecter scrupuleusement le libre suffrage des populations guadeloupéennes. Il lui demande si, pour faire enfin assurer le libre droit de vote dans un département français, partie intégrante de la République et de la nation française, il lui paraît opportun et utile pour le prestige de la France que l'on soit contraint d'aller mettre le Gouvernement de la France en accusation devant les organisations internationales. Il est une fois de plus constaté que ce Gouvernement faillit une nouvelle fois à sa mission la plus sacrée, savoir : assurer de la manière la plus scrupuleuse le libre droit de vote du peuple guadeloupéen.

63. — 14 mars 1967. — M. Ludovic Tron demande à M. le Premier ministre de s'expliquer sur la politique qu'il entend suivre à l'égard des citoyens et des collectivités locales. Va-t-il, selon ce qui a été déclaré par la plupart des candidats de la majorité, et notamment par des ministres, réserver un traitement de faveur à ceux qui ont « bien voté » ou, infligeant un démenti à ses partisans, en reviendra-t-il à la règle démocratique qui veut que tous les citoyens et tous les groupements fassent l'objet du même traitement quelles que soient leurs opinions.

64. — 21 mars 1967. — M. Raymond Bossus fait connaître à M. le ministre des anciens combattants et victimes de guerre que le mécontentement justifié grandit parmi des anciens combattants de la guerre d'Algérie qui n'ont pas obtenu encore satisfaction quant à la reconnaissance de leurs droits. Lui rappelant que le Sénat, au cours de la dernière session budgétaire, s'est prononcé dans sa grande majorité contre les réticences nouvelles du Gouvernement, il est demandé que soit donnée réponse aux quelques questions suivantes : 1° pour quelles raisons le Gouvernement persiste-t-il à ne pas reconnaître le principe du titre de combattant à ceux qui comptent dans leurs rangs 23.000 tués, 250.000 blessés ou malades ? 2° pour quelles raisons le Gouvernement refuse-t-il de discuter avec les représentants qualifiés des anciens combattants d'Algérie des modalités d'attribution de la carte de combattant à tous ceux qui seraient reconnus comme ayants droit, ceci à l'exemple des anciens combattants de 1914-1918 et 1939-1945 ? La reconnaissance du principe de combattant et la rétribution de la carte aux ayants droit auraient comme conséquence normale de supprimer la mention « hors guerre » qui étant actuellement appliquée aux victimes de guerre d'Algérie, crée des difficultés et différences de droit et du montant des pensions aux veuves, blessés, malades de la guerre d'Algérie. 3° Que compte faire le Gouvernement afin de corriger ou de supprimer le délai de présomption d'origine qui fait que de nombreux jeunes gens ayant participé à la guerre d'Algérie en subissent maintenant les conséquences par des maladies à évolution lente, reconnues par de nombreux médecins comme provenant des séjours et combats effectués en Algérie ? 4° Enfin, considérant le non-sens des réponses négatives adressées à des précédentes questions posées à M. le ministre des anciens combattants, il lui est demandé de se mettre d'accord avec le ministre de l'économie et des finances afin de connaître par département, pour l'ensemble du pays, et par arrondissement pour Paris, le nombre de tués et de blessés durant la guerre d'Algérie.

65. — 22 mars 1967. — **M. René Tinant** a l'honneur de demander à **M. le ministre de l'économie et des finances** : 1° s'il considère normal et raisonnable que dans certaines régions le montant des impôts sur les bénéfices agricoles de 1965 ait été multiplié par un coefficient moyen de 3 à 6 pour la plupart des assujettis, alors qu'il est reconnu que l'année agricole 1965 a été moins bonne que la précédente ; 2° pourquoi, s'il agit — comme le laisse entendre l'administration des finances — d'un rattrapage, la taxe complémentaire et la non-exonération des tranches inférieures sont-elles maintenues en même temps que le revenu agricole brut retenu à l'hectare et le revenu cadastral pour le propriétaire exploitant ont été fortement majorés ; 3° pourquoi le découpage des régions a été fait sans consultation des représentants de la profession et souvent en contradiction totale avec la réalité géographique. Il lui demande ce qu'il compte faire pour donner la parité fiscale aux agriculteurs.

66. — 22 mars 1967. — **M. Jacques Duclos** demande à **M. le ministre de l'intérieur** dans quelles conditions et sur la base de quels critères il entend fixer le nombre des conseillers généraux des nouveaux départements de la région parisienne. Il ressort de certaines informations que pour les départements issus de l'ancien département de la Seine, le nombre des conseillers généraux se situerait entre 20 et 30. Or, dans chacun de ces départements il y a un million d'habitants ou beaucoup plus, et l'on peut citer tel département de province n'atteignant pas le million d'habitants et comptant 50 conseillers généraux. De même, pour les départements issus de l'ancienne Seine-et-Oise, il semble que le nombre de conseillers généraux envisagé soit réduit. Or, ces départements atteignent ou dépassent, et même de loin, le demi-million d'habitants, alors que, tel département de province, dont la population est moindre, compte 41 conseillers généraux. Il demande quelles mesures le Gouvernement entend prendre, afin que les conseils généraux des nouveaux départements qui auront à s'occuper de problèmes particulièrement importants, soient, par le nombre des élus qui les composeront, vraiment représentatifs de l'ensemble de la population.

67. — 22 mars 1967. — **M. Jean Périquier** demande à **M. le ministre de l'agriculture** les mesures qu'il compte prendre afin que, désormais, les viticulteurs puissent obtenir le prix de campagne soit 5,90 F le degré hecto, que le Gouvernement a reconnu lui-même comme devant être le prix minimum que les viticulteurs devaient toucher pour obtenir la juste rémunération de leur travail.

QUESTIONS ECRITES

REMISES A LA PRESIDENCE DU SENAT LE 3 AVRIL 1967

Application des articles 74 et 75 du règlement, ainsi conçus :

« Art. 74. — Tout sénateur qui désire poser une question écrite au Gouvernement en remet le texte au président du Sénat, qui le communique au Gouvernement.

« Les questions écrites doivent être sommairement rédigées et ne contenir aucune imputation d'ordre personnel à l'égard de tiers nommément désignés ; elles ne peuvent être posées que par un seul sénateur à un seul ministre.

« Art. 75. — Les questions écrites sont publiées durant les sessions et hors sessions au Journal officiel ; dans le mois qui suit cette publication, les réponses des ministres doivent également y être publiées.

« Les ministres ont toutefois la faculté de déclarer par écrit que l'intérêt public leur interdit de répondre ou, à titre exceptionnel, qu'ils réclament un délai supplémentaire pour rassembler les éléments de leur réponse ; ce délai supplémentaire ne peut excéder un mois.

« Toute question écrite à laquelle il n'a pas été répondu dans les délais prévus ci-dessus est convertie en question orale si son auteur le demande. Elle prend rang au rôle des questions orales à la date de cette demande de conversion. »

6700. — 30 mars 1967. — **Mme Marie-Hélène Cardot** attire l'attention de **M. le ministre de l'économie et des finances** sur une difficulté particulière d'application de l'article 1373 *sexies* B du code général des impôts. Elle expose la situation de **M. A.**, proprié-

taire d'une parcelle de terre de 6 hectares qu'il avait donnée en location à **M. B.**, agriculteur, aux termes d'un bail du 1^{er} mars 1965. Par acte sous seing privé en date du 7 mars 1966, **M. B.** a cédé, avec l'accord du propriétaire, son droit au bail à **M. C.**, son neveu, lui-même agriculteur, qui est entré immédiatement en possession de la parcelle. Actuellement **M. A.** vend le terrain en cause à **M. C.**, qui déclare dans l'acte être fermier preneur en place et demande à bénéficier des allègements fiscaux de l'article 1373 *sexies* B du C. G. I. Or l'enregistrement entend taxer le prix stipulé au taux de 14 p. 100 sous prétexte que la cession du droit à un bail rural n'est autorisée, par l'article 832 du code rural, qu'entre parents et enfants ou petits-enfants. Elle lui demande : 1° s'il n'y a pas là une interprétation excessive de la loi dès lors que l'acquéreur est réellement exploitant preneur en place au jour de l'acte ; 2° si les allègements fiscaux auraient été applicables à la vente par **M. A.**, à **M. C.**, dans l'hypothèse où **M. A.** aurait un an avant la vente résilié le bail à **M. B.** et immédiatement consenti un nouveau bail à **M. C.**

6701. — 30 mars 1967. — **M. Jean-Louis Tinaud** appelle l'attention de **M. le secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé de l'information**, sur l'émission de « Télé-Dimanche » dite émission du service des sports. Il constate que cette émission devient chaque dimanche plus soporifique. Elle est de plus en plus consacrée à des amusements sans intérêt et à l'audition interminable de chanteurs sans nom et presque toujours sans voix, à l'exception, en principe, de la vedette de service. La partie réservée au sport devient dérisoire (45 minutes dimanche 19 mars 1967 sur 2 heures 45 d'antenne), et le choix des manifestations sportives déçoit l'immense majorité des téléspectateurs. Il lui demande s'il ne serait pas possible, pour respecter le goût de chacun, de garder, sur une chaîne, une émission de chansonnettes et petits jeux divers, et de prévoir, sur l'autre chaîne, une véritable émission consacrée aux sports préférés par la très grande majorité des téléspectateurs.

6702. — 30 mars 1967. — **M. Jean-Marie Louvel** signale à **M. le ministre des affaires sociales** que, selon les indications fournies dans sa réponse à la question écrite n° 22950 parue au *Journal officiel* du 18 février 1967 (Débats parlementaires, Assemblée nationale), la dépense par habitant laissée à la charge des collectivités locales (départements et communes) en matière de dépenses d'aide sociale en faveur des grands infirmes pour la gestion 1965 et pour les trois départements bas-normands (Calvados, Manche, Orne) est très sensiblement plus élevée que pour la plupart des autres départements. Il lui demande de bien vouloir lui faire connaître : 1° les raisons pour lesquelles la part totale de l'Etat pour ces départements est proportionnellement inférieure à celle prise en faveur de la plupart des autres départements ; 2° les critères utilisés pour fixer la valeur relative des participations de l'Etat et des collectivités locales ; 3° les mesures qu'il compte prendre pour remédier à une situation évidemment injuste.

6703. — 3 avril 1967. — **M. Jean-Louis Tinaud** expose à **M. le ministre de l'économie et des finances** que l'article 7 du décret n° 55-1350 sur la publicité foncière dispose que, dans les actes soumis à ladite publicité, les immeubles doivent être désignés conformément à un extrait cadastral avant moins de trois mois de date et délivré préalablement à la rédaction définitive de l'acte. Se basant sur ces textes, certains services du cadastre font rejeter par les conservations des hypothèques non seulement les actes accompagnés d'un extrait ayant plus de trois mois de date, mais encore ceux accompagnés d'un extrait portant une date postérieure à celle de l'acte, même s'il y a parfaite concordance entre les énonciations de ce dernier et celles de l'extrait. Il lui demande si ces textes ne sont pas susceptibles de recevoir une interprétation plus large. En effet, à l'inverse du premier cas (extrait de plus de trois mois) la concordance des énonciations de l'acte et de l'extrait postérieur paraît établir nécessairement une concordance absolue avec le fichier immobilier, non seulement au jour de l'acte, mais même en cours d'une période s'étendant d'une date antérieure à celle-ci jusqu'à une date postérieure. Il semble donc en pareil cas que le vœu des décrets soit pleinement rempli. D'ailleurs les textes, et notamment l'article 34 du décret du 4 janvier 1955 et l'article 31 du décret du 14 octobre 1955 ne visent pas ce cas dans les causes de rejet, qui paraissent, suivant les règles traditionnelles du droit, devoir être d'interprétation stricte. Le paragraphe 4 de l'article 34 du décret du 4 janvier 1955 prévoyant une procédure d'urgence, paraît avoir eu pour but, non pas tant une dérogation à une règle formelle de rédaction des actes qu'un moyen exceptionnel de réparer les erreurs qui ont pu être ainsi commises. Il lui demande,

en conséquence, s'il ne pourrait être admis, au moins par mesure de tempérament, d'accepter à la publicité foncière, même en dehors du cas d'urgence visé ci-dessus, un acte accompagné d'un extrait portant une date postérieure, si ces deux documents sont rigoureusement concordants, sans qu'il soit insisté pour la production d'un nouvel extrait certifié conforme au fichier immobilier à la date de l'acte, cette concordance paraissant, en pareil cas, être nécessairement établie comme indiqué ci-dessus.

6704. — 3 avril 1967. — **M. Roger Thiébault** expose à **M. le ministre de l'équipement** que, depuis de nombreuses années, les subventions du fonds national d'amélioration de l'habitat ne sont plus versées aux propriétaires des communes de moins de 4.000 habitants, ce qui leur porte un grave préjudice étant donné le coût élevé des travaux dans les communes concernées. Pour remédier à cette anomalie, il lui signale que le Conseil général de la Seine-Maritime inscrit chaque année à son budget une somme importante pour aider les petits propriétaires à restaurer leurs maisons d'habitation, mais limitée seulement aux communes de moins de 2.000 habitants, ce qui fait que dans tous les chefs-lieux de canton, il n'existe aucune aide. Compte tenu de cette situation et de l'invitation à la rénovation des logements à la ville comme à la campagne, il lui demande de bien vouloir envisager le rétablissement des ordonnances des 28 juin et 28 octobre 1948 qui ont institué le Fonds national d'amélioration de l'habitat.

6705. — 3 avril 1967. — **M. Paul Mistral** expose à **M. le ministre de l'économie et des finances** que la loi 66-307 du 18 mai 1966, complétée par le décret 66-334 du 31 mai 1966, a institué au profit des entreprises une déduction fiscale pour investissements égale à 10 p. 100 du prix de revient de certains biens d'équipement. L'instruction administrative du 7 juin 1966 a apporté différentes précisions quant à la nature des biens susceptibles de bénéficier des mesures envisagées parmi lesquels figurent notamment : les matériels amortissables suivant le système dégressif sur une durée au moins égale à huit ans. Il est dit dans l'instruction ministérielle susvisée : « Toutefois, il a paru possible d'admettre que les entreprises qui investiraient en biens dont il s'agit pourraient néanmoins obtenir le bénéfice de la déduction si elles s'engageaient à amortir tous les matériels de même nature acquis depuis l'entrée en vigueur de la loi du 18 mai 1966 d'après une durée d'utilisation au moins égale à huit ans ». Il lui demande : 1° si le bénéfice de ces dispositions peut être appliqué aux entreprises utilisant des camions ou remorques et semi-remorques de plus de 13 tonnes pour lesquels l'amortissement dégressif dont ils bénéficient déjà (décret du 9 mai 1960) serait réparti sur une durée de huit années ; 2° s'il en est de même pour les véhicules de transport en commun de personnes (autocars) amortissables également sur huit ans ; 3° la déduction de 10 p. 100 n'ayant pas été reconduite pour 1967, si les entreprises ayant demandé le bénéfice de la déduction pour 1966 seront tenues d'appliquer l'amortissement dégressif sur huit ans en ce qui concerne les acquisitions de matériels postérieures à 1966 qui n'ont plus la possibilité de bénéficier des dispositions de la loi du 18 mai 1966 ; 4° si l'administration envisage une décision libérale permettant d'amortir les matériels acquis depuis 1967 à une cadence plus proche de leur durée normale d'utilisation.

6706. — 3 avril 1967. — **M. Philippe d'Argenlieu**, se référant à la réponse faite à la question écrite n° 21505 posée par M. Moynet (*Journal officiel*, Débats A. N. du 18 février 1967), fait observer à **M. le ministre de l'économie et des finances** qu'il n'existe pas de différence entre les effets juridiques d'un testament-partage et ceux d'un testament ordinaire fait en faveur des descendants du testateur. Ce dernier acte n'est pas la source des droits de ceux qui en bénéficient, car cette mesure réside dans les dispositions du code civil. Comme le testament-partage, il n'a pas d'influence sur la vocation héréditaire des héritiers qui recueillent leurs parts en qualité d'héritiers investis de la saisine et non en tant que légataires. Ces deux testaments n'ont, l'un comme l'autre, pas d'autre objet que de répartir entre les descendants les biens qui leur adviennent par suite du décès du testateur. Dans les deux cas, la formation et l'attribution divise des lots auxquels les héritiers auraient normalement procédé après l'ouverture de la succession sont réglés par le testateur lui-même. En outre, ces testaments constituent tous les deux des actes de libéralité puisque, l'un comme l'autre, ils ne peuvent servir qu'à réaliser des mutations à titre gratuit. Il lui demande si, compte tenu de ces précisions, il estime toujours impossible d'admettre que les testaments-partages soient, comme les testaments ordinaires, enregistrés au droit fixe de 10 F conformément à l'article 670, 11° du code général des impôts.

LISTE DE RAPPEL DES QUESTIONS ECRITES auxquelles il n'a pas été répondu dans le mois qui suit leur publication.

(Application du règlement du Sénat)

PREMIER MINISTRE

N° 5377 Jean Bertaud ; 6133 Etienne Dailly

SECRETARE D'ETAT AUPRES DU PREMIER MINISTRE CHARGE DE L'INFORMATION

N° 6363 Camille Vallin.

MINISTRE D'ETAT CHARGE DE LA REFORME ADMINISTRATIVE

N° 6608 Léon David.

AFFAIRES SOCIALES

N° 5659 Raymond Bossus ; 5674 André Montell ; 5702 Jean Bertaud ; 6233 Emile Dubois ; 6228 Maurice Verillon ; 6344 Georges Rougeron ; 6364 Georges Rougeron ; 6371 Georges Rougeron ; 6518 Adolphe Dutoit ; 6569 Adolphe Dutoit ; 6583 André Montell.

AGRICULTURE

N° 4624 Paul Pelleray ; 5257 Marcel Brégegère ; 5430 Raoul Vade pied ; 5456 Edouard Soldani ; 6143 Michel Darras ; 6183 Philippe d'Argenlieu ; 6207 Camille Vallin ; 6257 Raymond Brun ; 6270 Marcel Fortier ; 6304 André Meric ; 6351 Etienne Dailly ; 6352 Etienne Dailly ; 6379 Edgar Tailhades ; 6425 Martial Brousse ; 6475 Pierre de Chevigny ; 6512 Paul Pelleray ; 6552 René Tinant.

ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE

N° 5874 Claude Mont ; 6011 Jean Bertaud ; 6079 Gabriel Montpied ; 6080 Gabriel Montpied ; 6145 Pierre de Chevigny ; 6188 Raymond Bossus ; 6588 Marie-Hélène Cardot.

ARMEES

N° 6112 Georges Rougeron ; 6115 Georges Rougeron ; 6141 Ludovic Tron ; 6369 René Tinant ; 6520 Antoine Courrière ; 6553 Louis Namy.

ECONOMIE ET FINANCES

N° 3613 Octave Bajoux ; 4727 Ludovic Tron ; 5069 Ludovic Tron ; 5183 Alain Poher ; 5381 Alain Poher ; 5388 Ludovic Tron ; 5399 Antoine Courrière ; 5403 Raymond Bossus ; 5482 Edgar Tailhades ; 5542 Robert Liot ; 5566 Auguste Pinton ; 5579 Jean Sauvage ; 5790 René Tinant ; 5798 Louis Courroy ; 5799 Louis Courroy ; 5887 Raymond Boin ; 5915 Jacques Henriet ; 5979 Michel Darras ; 6007 Georges Cogniot ; 6058 Jean Berthoin ; 6059 Jean Berthoin ; 6113 Georges Rougeron ; 6150 Raymond Boin ; 6185 Robert Liot ; 6212 Michel Darras ; 6243 Robert Liot ; 6272 Jean Sauvage ; 6280 Robert Liot ; 6286 Robert Liot ; 6310 René Tinant ; 6317 Marcel Martin ; 6336 Robert Liot ; 6353 Marcel Lambert ; 6357 Yves Estève ; 6367 Léon Jozeau-Marigné ; 6382 André Picard ; 6404 Robert Liot ; 6410 Robert Liot ; 6419 Jean Bertaud ; 6453 Robert Liot ; 6472 Martial Brousse ; 6479 Guy Petit ; 6508 Pierre Barbier ; 6509 Pierre Barbier ; 6513 Paul Pelleray ; 6521 Marcel Martin ; 6524 Alain Poher ; 6525 Jean de Bagneux ; 6540 René Tinant ; 6549 Auguste Pinton ; 6559 Henri Tournan ; 6560 Marcel Molle ; 6576 Alain Poher ; 6594 Léon Jozeau-Marigné ; 6595 Henri Desseligne ; 6600 Paul Chevallier ; 6602 André Montell ; 6604 Georges Cogniot ; 6605 Georges Portmann ; 6613 Pierre de Felice.

EDUCATION NATIONALE

N° 2810 Georges Dardel ; 4833 Georges Cogniot ; 4856 Georges Cogniot ; 4890 Jacques Duclos ; 4909 Georges Cogniot ; 5162 Jacques Duclos ; 5733 Georges Rougeron ; 5797 Marie-Hélène Cardot ; 5844 Louis Talamoni ; 6087 Georges Cogniot ; 6271 Roger Poudonson ; 6288 Georges Cogniot ; 6309 Marcel Champeix ; 6387 Ludovic Tron ; 6423 Jean Bardol ; 6599 Georges Cogniot ; 6571 Georges Cogniot ; 6611 Camille Vallin.

EQUIPEMENT

N° 5223 Irma Rapuzzi ; 5562 René Tinant ; 5947 Camille Vallin ; 6415 Joseph Raybaud ; 6426 Roger Menu ; 6430 Jean Bertaud ; 6461 Georges Rougeron ; 6507 Louis Namy ; 6533 André Meric ; 6552 Antoine Courrière ; 6580 Michel Chauty ; 6593 Léon David.

SECRETAIRE D'ETAT AU LOGEMENT

N° 6593 Edouard Bonnefous ; 6535 Marie-Hélène Cardot.

INDUSTRIE

N° 6306 Camille Vallin ; 6457 Eugène Romaine.

INTERIEUR

N° 6603 Adolphe Chauvin ; 6609 Jean Bertaud ; 6614 André Meric.

JEUNESSE ET SPORTS

N° 6359 Jean Bertaud ; 6501 Georges Cogniot ; 6502 Georges Cogniot ; 6503 Georges Cogniot ; 6505 Georges Cogniot ; 6522 Marcel Martin ; 6565 Georges Cogniot.

JUSTICE

N° 6202 Georges Cogniot ; 6494 Robert Liot.

REPONSES DES MINISTRES

AUX QUESTIONS ECRITES

AFFAIRES CULTURELLES

6601. — M. Jean-Marie Louvel attire l'attention de M. le ministre d'Etat chargé des affaires culturelles sur les récentes décisions du Conseil d'Etat qui, portant annulation de jugements de tribunaux administratifs ou d'arrêtés préfectoraux pris en matière de réglementation d'affichage et de publicité, ont comme conséquence qu'en l'état actuel des choses, aucune mesure valable ne peut être prise dans ce domaine par arrêté préfectoral ou municipal et qu'ainsi les dispositions de la loi du 12 avril 1943 en particulier sont pratiquement mises en échec ou ne peuvent être appliquées. Il lui demande quelles mesures il compte prendre pour donner aux autorités responsables et en particulier aux préfets et aux maires, les moyens de prendre eux-mêmes légalement les mesures nécessaires à la sauvegarde de l'esthétique des villes et des sites dont ils ont la responsabilité, les entreprises d'affichage profitant de la situation actuelle pour se livrer, dans un but essentiellement lucratif, à des affichages démesurés et souvent scandaleux. (Question du 16 février 1967.)

Réponse. — Le problème soulevé par l'honorable parlementaire n'a pas échappé à l'attention du ministre d'Etat chargé des affaires culturelles. Un projet de décret, actuellement en cours d'examen au Conseil d'Etat, prévoit un certain nombre de mesures qui doivent permettre de rendre à la loi du 12 avril 1943 l'efficacité souhaitée par le législateur et de donner aux préfets les moyens de prendre eux-mêmes légalement les mesures nécessaires à la sauvegarde de l'esthétique des villes et des sites dont ils ont la responsabilité.

AFFAIRES SOCIALES

6633. — M. Robert Liot expose à M. le ministre des affaires sociales le cas d'un cotisant à une caisse de retraite vieillesse artisanale dont l'activité consiste à créer, d'une part, des projets d'aménagements de magasins et d'appartements qu'il facture à ses clients et dont la réalisation matérielle est confiée à des entrepreneurs qui lui rétrocèdent des commissions sur les affaires réalisées, d'autre part, des objets principalement en bois ou en plâtre qu'il vend dans son atelier. Il lui demande de bien vouloir lui préciser si cette caisse de retraite vieillesse correspond effectivement à l'activité exercée par cette personne. (Question du 25 février 1967.)

Réponse. — En application de l'article L. 646 du code de la sécurité sociale modifié par la loi n° 66-509 du 12 juillet 1966 relèvent de l'organisation autonome d'allocation vieillesse des

professions artisanales les personnes « immatriculées au répertoire des métiers ou susceptibles d'être assujetties à cette immatriculation ». Dans le cas d'espèce soumis par l'honorable parlementaire si la personne dont il s'agit exerce une activité comportant l'inscription au répertoire des métiers elle doit être obligatoirement affiliée à une caisse artisanale d'allocation de vieillesse. En cas de contestation c'est aux juridictions de sécurité sociale qu'il appartient de statuer sur l'affiliation aux caisses d'allocation vieillesse des personnes exerçant une activité non salariée visée par les articles L. 645 à L. 649 du code de la sécurité sociale, par les décrets pris en application de l'article L. 651 et par le décret n° 49-648 du 9 mai 1949.

AGRICULTURE

6456. — M. Octave Bajoux expose à M. le ministre de l'agriculture que l'article 1^{er} de la loi du 2 juillet 1935 relative à l'organisation du marché du lait dispose que le lait destiné à la consommation ou à la fabrication ne pourra être mis en vente que s'il provient de laitières en bon état sanitaire. En application de cette disposition, le décret n° 55-952 du 16 juillet 1955 a maintenu en vigueur les textes résultant des décrets des 25 mars et 23 septembre 1924 pris application de la loi du 1^{er} août 1905 sur la répression des fraudes en ce qui concerne le lait et les produits de laiterie. En vertu de l'article 2 des dispositions ainsi décrétées, le lait provenant d'animaux atteints de maladies dont la nomenclature sera fixée par arrêté du ministre de l'agriculture, ne peut être considéré comme propre à la consommation humaine. Or, le 24 décembre 1965 a été promulgué un décret n° 65-1166 dont l'article 1^{er} ajoute à la nomenclature des maladies animales réputées contagieuses dans l'espèce bovine la brucellose, lorsque celle-ci se manifeste au point de vue symptomatique par l'avortement. Il en résulte que la vente du lait provenant de tels animaux est désormais interdite. Mais l'article 6 du même décret, allant au-delà des prescriptions légales, stipule que si un avortement brucellique est constaté dans une étable, celle-ci est tout entière placée en interdit. D'après certaines interprétations administratives dont il est difficile de trouver le fondement juridique, cet interdit aurait pour effet d'empêcher toute commercialisation du lait, soit aux consommateurs, soit même en laiterie, durant la période où cet interdit serait maintenu, c'est-à-dire jusqu'à l'élimination des sujets avortés et l'assainissement des locaux. Une telle mesure aurait pour effet, surtout dans les régions où la vente du lait cru permet la survie de nombreuses exploitations agricoles, de les ruiner définitivement car il serait impossible à l'exploitant de récupérer une clientèle momentanément abandonnée. En conséquence, l'agriculteur, en cas d'avortement dans son troupeau, aura tout intérêt à cacher la maladie car le risque légal alors encouru sera bien moindre que la perte certaine de ses débouchés. Une telle interprétation dépasse en outre les limites posées par la loi du 2 juillet 1935 qui n'entend interdire la vente que du lait des vaches malades. Il lui demande, en conséquence : 1° s'il fait sienne l'interprétation signalée plus haut de la notion d'interdit ; 2° dans l'affirmative, sur quelle base il fonde sa position ; 3° dans la négative, quelle est son interprétation véritable. (Question du 16 décembre 1966.)

Réponse. — Il convient de distinguer deux catégories de textes dont les objets sont différents : d'une part, les règlements pris pour l'application de la loi du 1^{er} août 1905 sur la répression des fraudes, et la loi du 2 juillet 1935 qui concernent la qualité du lait et des produits laitiers commercialisés ; d'autre part, le code rural et la réglementation subséquente, qui prescrivent un ensemble de mesures destinées à organiser la lutte contre les maladies réputées contagieuses. Dans le cadre de ces dernières dispositions, il n'apparaît pas que celles qui sont contenues dans le décret n° 65-1166 du 24 décembre 1965, relatif à la brucellose bovine, aillent au-delà des prescriptions légales. Elle ont été prévues en effet, à l'article 228 du code rural, et explicitées dès le 1^{er} novembre 1904 par des instructions qui précisent que toute sortie du milieu infecté — notamment d'intermédiaires inanimés — est prohibée, sans qu'une garantie absolue d'inocuité soit apportée. Ainsi, la notion d'interdit, telle qu'elle est exposée par l'honorable parlementaire est parfaitement interprétée. Cependant le Gouvernement s'est soucié des graves conséquences résultant des dispositions précitées, susceptibles d'entraver la gestion économique des exploitations ; c'est pourquoi : 1° la faculté de livrer aux ateliers de pasteurisation ou de fabrication de fromages cuits, le lait provenant des étables placées sous arrêté portant déclaration d'inspection pour brucellose bovine, a été prévue par les arrêtés ministériels des 3 juin et 22 décembre 1966 ; 2° la possibilité de vendre — à l'état cru — le lait recueilli dans les étables où la maladie susmentionnée aura été observée dans sa forme contagieuse, est accordée aux producteurs, avant même que soit publiée la levée de l'arrêté portant déclaration d'infection, sous les seules réserves que l'animal ayant avorté ait fait l'objet d'un isolement, et que son tarissement ait été constaté par un vétérinaire sanitaire.

Ainsi, la vente du lait, dans le cas particulier, n'est pas interdite, mais réglementée de façon très libérale, afin que se trouvent conciliés les impératifs résultant de la défense de la santé animale ou humaine, avec les intérêts des producteurs laitiers.

ECONOMIE ET FINANCES

5104. — M. Modeste Legouez fait part à **M. le ministre des finances et des affaires économiques** de sa stupéfaction, après avoir constaté des variations excessives dans l'établissement des impôts sur le revenu foncier des terres en herbages situées, notamment, dans la partie Ouest du département de l'Eure et réservées aux productions animales (élevage, lait, viande). Certaines exploitations de ce type ont supporté, en 1963, des majorations fiscales atteignant jusqu'à six fois le montant de l'impôt de l'année précédente. Il lui demande si cette inflation fiscale, incompatible avec les objectifs du plan de stabilisation gouvernemental et en contradiction avec l'orientation recherchée d'une production de viande accrue, en mérite pas un examen particulier, afin que soient revisées des impositions, *a priori* injustifiées, qui grèvent lourdement le revenu déjà précaire de nombreux petits exploitants agricoles. (Question du 27 avril 1965.)

2^e réponse. — Au titre de l'année 1962, en raison des pertes occasionnées par la sécheresse, la commission départementale avait décidé — à défaut de division du département de l'Eure en régions fiscales — que le bénéfice forfaitaire déterminé pour les exploitations de polyculture, serait réduit de 20 à 30 p. 100, au profit de certains cantons herbagers. En revanche, les conditions climatiques de 1963, favorables aux herbages, ont conduit à l'application au bénéfice forfaitaire des exploitations de polyculture, d'une majoration de 15 p. 100 lorsque la superficie en herbages de l'exploitation est supérieure à 50 p. 100 sans atteindre 70 p. 100, cette majoration étant portée à 30 p. 100 lorsque la superficie des herbages dépasse 70 p. 100. Ce mode d'évaluation, qui traduit la situation de fait, constitue l'origine principale de l'écart signalé par l'honorable parlementaire. Quoi qu'il en soit, la décision intervenue n'a pu, en aucune manière, léser les intérêts légitimes des agriculteurs. Ceux-ci, en effet, ont eu la possibilité, soit de demander, par application de l'article 64 (3 et 5) du code général des impôts, qu'il soit tenu compte, pour l'établissement de leur imposition d'après le mode forfaitaire, des pertes de récoltes ou de cheptel qu'ils ont subies, soit de dénoncer le forfait pour être placés sous le régime du bénéfice réel. En outre, les agriculteurs qui ont éprouvé des difficultés pour se libérer de leur dette envers le Trésor, ont pu solliciter de l'administration, par voie de demande gracieuse, la remise ou la modération de leur cotisation.

5881 — M. Edouard Le Bellegou a l'honneur d'exposer à **M. le ministre de l'économie et des finances** le cas des personnes ayant effectué, sans aucune intention spéculative, depuis moins de quinze ans et depuis plus de cinq ans, l'édification successive, à titre de placements immobiliers, de plusieurs immeubles pour les trois quarts à usage d'habitation, ou d'autre nature, tels que garages, etc., qu'elles ont constamment loués depuis, et qu'elles vendent actuellement sous l'empire de telle ou telle nécessité : revenus insuffisants, installations d'enfants, changement de résidence, paiement de dettes, etc. L'administration de l'enregistrement exige, lors de la présentation des actes de vente à la formalité, le versement du prélèvement de 15 p. 100 prévu par l'article 28 de la loi du 23 mars 1963. Cette prétention ne paraît pas fondée car cet article prévoit que « le prélèvement est assis et recouvré suivant les mêmes règles, sous les mêmes garanties et sous les mêmes sanctions que la T. V. A. applicable aux opérations visées à l'article 27 ». Or, celui-ci vise seulement les immeubles dont les trois quarts sont à usage d'habitation et qui sont vendus dans l'année de leur occupation, l'instruction de la direction générale précisant (page 16, n° 3) que le prélèvement est institué sur les plus-values réalisées par les particuliers à l'occasion de la vente des immeubles construits à cette fin (ce qui ne peut être le cas d'immeubles loués depuis plus de cinq ans). Mais, au surplus, la loi du 16 décembre 1963 ayant prévu une imposition des profits réalisés et limitant à cinq années la date de l'édification de l'immeuble vendu, il est impossible de soutenir qu'un délai plus long puisse résulter d'une loi antérieure car, s'il en avait été ainsi, les stipulations d'une loi postérieure eussent été inutiles et, en tout état de cause, celle-ci a limité le délai de cinq années, de telle sorte que, dans la rigueur des textes, on ne peut comprendre sur quelles bases sont fondées les réponses aux questions écrites qui ont été faites précédemment limitant à quarante années, puis à quinze années, le délai d'exonération. Il lui demande donc de bien vouloir rappeler aux services de l'enregistrement que : 1° seuls, les immeubles pour les trois quarts à usage d'habitation, sont atteints par les dispositions

similaires des articles 27 et 28 de la loi du 23 mars 1963 ; 2° la perception du prélèvement ne peut avoir lieu que lorsque la vente est soumise aux dispositions de l'article 27, soit donc lorsqu'elle a lieu dans l'année de son occupation, de telle sorte que, lors de la vente d'un immeuble dont les trois quarts sont affectés à l'habitation, il y a lieu : a) si cette vente intervient dans l'année, au paiement de la T. V. A. et de la plus-value, conformément aux articles 27 et 28 ; b) si celle-ci intervient dans les quatre années qui suivent, au paiement du droit d'enregistrement à 4,20 F p. 100 et à la perception par l'administration des contributions directes du bénéfice réalisé, sur le vu de la déclaration d'impôt sur le revenu annuel ; c) si celle-ci intervient dans la sixième année, au paiement seulement du même droit d'enregistrement, le profit réalisé ne se trouvant plus soumis à l'impôt général sur le revenu. (Question du 19 avril 1966.)

Réponse. — 1° et 2° Contrairement à l'opinion exprimée par l'honorable parlementaire, l'exigibilité du prélèvement institué par l'article 28-IV de la loi n° 63-254 du 15 mars 1963 (article 235 *quater* du code général des impôts) n'est pas subordonnée à la condition que l'opération de construction ait été soumise à la taxe à la valeur ajoutée. Les dispositions de ce texte sont, en effet, indépendantes de celles de l'article 27-I de la même loi (art. 265-4° du code susvisé) qui soumettent à la taxe sur la valeur ajoutée les opérations concourant à la production ou à la livraison d'immeubles dont les trois-quarts au moins de la superficie totale sont affectés à l'habitation. Elles revêtent d'ailleurs une portée bien plus générale puisque le prélèvement est applicable, en principe, aux profits réalisés à l'occasion de la cession de tous immeubles que le cédant a construits ou fait construire en vue de la vente quelle que soit l'affectation donnée aux biens construits : cette affectation est seulement prise en considération pour apprécier si ledit prélèvement qui est exigible en tout état de cause présente ou non un caractère libérateur de l'impôt sur le revenu des personnes physiques et de la taxe complémentaire dûs normalement à raison des mêmes profits. Par ailleurs, s'il est exact que l'article 4 de la loi n° 63-1241 du 19 décembre 1963 (art. 35 A du code général des impôts) ne prévoit l'imposition que des profits retirés de la vente d'un immeuble construit ou acquis depuis moins de cinq ans, on ne saurait en déduire que l'article 28-IV susvisé de la loi du 15 mars 1963 ne peut s'appliquer aux plus-values résultant de la vente d'immeubles construits depuis un délai plus long. Les deux textes visent, en effet, des situations différentes, le premier, celle d'une personne réalisant une opération immobilière accidentelle, le second, celle d'une personne effectuant habituellement des opérations de construction. En réalité, le prélèvement institué par l'article 28-IV de la loi du 15 mars 1963 peut être exigé quel que soit le délai écoulé entre l'achèvement des immeubles et leur cession. Les seuls critères auxquels il y a lieu de se référer à cet égard sont, d'une part, le caractère habituel des opérations effectuées et, d'autre part, l'intention spéculative du redevable. Le point de savoir si cette dernière condition est remplie, c'est-à-dire si les constructions ont été édifiées en vue de la vente, est une question de fait ; à ce sujet, le délai écoulé entre l'achèvement des immeubles et leur revente par le constructeur constitue un élément d'appréciation important mais qui n'est pas déterminant. Sans doute, a-t-il été admis qu'en règle générale, les profits réalisés à l'occasion de la vente d'immeubles construits par le cédant depuis plus de quinze ans échapperaient au prélèvement. Mais il s'agit là seulement d'une règle pratique qui n'a d'autre objet que de dispenser le redevable d'apporter la preuve que l'opération qu'il a réalisée ne présente pas, effectivement, un caractère spéculatif. En tout autre cas, il lui appartient, conformément aux dispositions du texte légal, de produire cette justification.

6135. — M. André Diligent a l'honneur d'attirer l'attention de **M. le ministre de l'économie et des finances** sur la question suivante : une société propriétaire d'un immeuble donné en location devra supporter en 1966 des réparations de gros œuvre dont le montant atteindra la valeur de plusieurs années de loyer à prix normal. Le décret n° 65-1101 du 15 décembre 1965 fixe les modalités d'amortissement des biens donnés en location. Il demande s'il est fait une interprétation correcte de ce décret en considérant qu'aucun amortissement ne pourra être pratiqué en 1966 au titre cet immeuble, mais que l'amortissement pourra reprendre son cours normal à partir de 1967 ; ou, au contraire, si l'on peut considérer que les réparations exceptionnelles de gros œuvre ne doivent pas être comprises par les « autres charges afférentes au bien donné en location » dont fait état l'article 2 du décret visé, auquel cas l'amortissement de 1966 pourrait être pratiqué normalement. Par ailleurs, l'article 24 de la loi n° 65-566 du 12 juillet 1965 stipule que : « A la clôture de chaque exercice, la somme des amortissements effectivement pratiqués depuis l'acquisition ou la création d'un élément donné ne peut être inférieure au montant cumulé des amortissements calculés suivant le mode linéaire et répartis sur la durée normale d'utilisation ». Il demande comment

On peut concilier le respect de ce texte et la limitation apportée par l'article 2 du décret n° 65-1101 aux possibilités d'amortissement. (Question du 29 juillet 1966.)

Réponse. — 1° Les dispositions de l'article 2 du décret n° 65-1101 du 15 décembre 1965 ne sont pas applicables aux entreprises relevant de l'impôt sur les sociétés sauf dans l'hypothèse, visée à l'article 3 du même décret, où elles mettent des biens à la disposition de l'un de leurs dirigeants ou d'un membre de leur personnel. Sous cette réserve, il est précisé à l'honorable parlementaire que, pour l'application de l'article 2 précité, les dépenses exceptionnelles de réparation de gros œuvre ne sont pas prises en considération pour le calcul de l'annuité d'amortissement afférente aux biens donnés en location. 2° L'obligation impartie par l'article 2 du décret du 15 décembre 1965 se superpose à celle instituée par l'article 24 de la loi n° 65-566 du 12 juillet 1965 sans en modifier la portée ni la sanction. Au regard des biens donnés en location, comme au regard des autres biens, les entreprises doivent, en conséquence, se conformer à l'obligation de constater en écritures l'amortissement linéaire sous peine de perdre définitivement le droit de déduire la fraction d'amortissement irrégulièrement différée. Mais, pour les biens donnés en location, l'annuité d'amortissement comptabilisée en application de l'article 24 précité ne peut, en outre, être admise en déduction des bases de l'impôt que dans la mesure où elle ne contrevient pas aux dispositions de l'article 2 du décret du 15 décembre 1965. La fraction d'amortissement régulièrement constatée en écritures mais dont la déduction est exclue en application du décret précité, pourra néanmoins être ultérieurement admise en déduction pour l'assiette de l'impôt en sus de l'annuité normale ou, à défaut, après la durée normale d'utilisation, sous réserve, bien entendu, que l'annuité totale ainsi déduite au titre d'un exercice déterminé demeure dans la limite impartie par l'article 2 du décret du 15 décembre 1965.

6197. — M. René Tinant expose à M. le ministre de l'économie et des finances que le paragraphe I de l'article 27 de la loi du 15 mars 1963 assujettit à la taxe sur la valeur ajoutée, d'une manière très générale, les opérations concourant à la production ou à la livraison d'immeubles dont les trois quarts au moins de la superficie totale sont affectés ou destinés à être affectés à l'habitation ; que, dans ces conditions, en cas de vente simultanée d'un immeuble d'habitation et des primes à la construction y afférentes, la taxe à la valeur ajoutée doit être assise sur la totalité du prix, sans distinguer entre la partie attribuée à l'immeuble et celle assignée à la créance pour primes à la construction qui ne peut être considérée que comme constituant l'un des éléments du prix de vente global. Il lui demande de bien vouloir lui confirmer que — compte tenu du décret n° 61-856 du 31 juillet 1961 dont l'article 2 a eu pour effet de rendre obligatoire le transfert des primes à la construction, attachées à un immeuble, à l'acquéreur dudit immeuble — le même principe doit être adopté pour déterminer la plus-value nette soumise au prélèvement de 15 p. 100 ou 25 p. 100. (Question du 15 septembre 1966.)

Réponse. — Il est confirmé à l'honorable parlementaire que, pour l'assiette du prélèvement prévu à l'article 235 quater du code général des impôts, la valeur assignée à la créance pour primes à la construction doit effectivement être considérée comme constituant l'un des éléments du prix de cession de l'immeuble construit.

6286. — M. Robert Liot expose à M. le ministre de l'économie et des finances que, selon la jurisprudence du Conseil d'Etat (arrêté du 11 février 1966, requête n° 66-328), les frais d'emprunt sont déductibles des revenus fonciers à titre de charges si lesdits emprunts ont été contractés pour les besoins de la propriété et lesdits frais payés au cours de l'année de l'imposition (même au cas d'emprunt destiné à l'acquisition d'une propriété. Il lui demande de bien vouloir lui préciser si cette jurisprudence est susceptible de s'appliquer aux primes d'assurance vie remboursées au prêteur d'un contribuable accessoirement à un prêt contracté pour la construction de son habitation principale, durant les dix premières années, conformément à la réponse faite à M. Charles Naveau (*Journal officiel*, Sénat, 3 février 1966, n° 5486). (Question du 18 novembre 1966.)

Réponse. — Il est précisé, tout d'abord, que les indications fournies dans la réponse à la question écrite n° 5486 (*Journal officiel* du 3 février 1966, Débats Sénat, p. 19) sont relatives aux règles de détermination des bénéfices industriels et commerciaux imposables et ne trouvent donc pas à s'appliquer dans la situation évoquée par l'honorable parlementaire. Sous cette réserve, et conformément à la doctrine admise jusqu'à présent, les primes afférentes à une

assurance-vie contractée pour garantir le remboursement d'un prêt destiné à la construction de l'habitation principale de l'emprunteur sont effectivement déductibles du revenu global servant de base à l'impôt sur le revenu des personnes physiques, suivant les mêmes règles que les intérêts, lorsque, eu égard aux conditions dans lesquelles l'emprunt a été contracté, ces primes présentent le caractère d'un supplément d'intérêt.

6289. — M. Marcel Molle expose à M. le ministre de l'économie et des finances qu'une société de fait a été constituée depuis dix ans entre un père et un de ses fils majeur dans la proportion de deux tiers et un tiers des résultats, que le fils est entré dans l'exploitation paternelle sans faire d'apport, qu'il n'est pas inscrit au registre du commerce et ne paraît pas officiellement dans la société, mais il reçoit une part des bénéfices dans la proportion susindiquée ; que le père envisage de créer une société à responsabilité limitée sous le bénéfice de l'article 41 du code général des impôts entre lui-même et ses deux fils dont celui qui est associé de fait actuellement, que le père ferait apport à la société de l'ensemble des biens figurant à l'actif de l'entreprise et chacun des fils d'une somme en espèces et, éventuellement, pour le fils qui était anciennement associé de fait, de ses droits dans l'actif de l'entreprise. Il lui demande si l'administration exige que le père soit considéré comme apporteur de la totalité de cet actif alors qu'en réalité son fils possède le tiers des droits dans les bénéfices et par suite dans les réserves, et d'une manière générale quelle sera la position de l'administration pour la perception des droits dus à l'occasion de la création de la société. (Question du 20 octobre 1966.)

Réponse. — Une société de fait constituant, du point de vue fiscal, une juxtaposition d'entreprises individuelles, le chef de famille visé dans la question doit être regardé comme ayant personnellement exploité son fonds jusqu'à la date de transformation en société à responsabilité limitée. Toutefois, bien que la création de cette société de droit entraîne nécessairement celle d'un être moral nouveau, l'exploitation pourra être poursuivie sous le régime de l'article 41 du code général des impôts. Mais, bien entendu, il n'en sera ainsi que dans l'hypothèse où, à la date de la transformation, le père sera le successible direct de ses fils, c'est-à-dire, si ces derniers n'ont pas de descendants. Si cette condition n'était pas remplie, la constitution de la société à responsabilité limitée donnerait normalement lieu à l'imposition immédiate des bénéfices non encore taxés, y compris les plus-values d'apports.

6316. — M. Antoine Courrière appelle l'attention de M. le Premier ministre sur la situation difficile dans laquelle se trouvent les fonctionnaires d'Afrique du Nord et d'outre-mer anciens combattants, victimes de la guerre ou du régime de Vichy. Il lui signale que leur association nationale a demandé, pour régulariser leur situation, qu'un certain nombre de mesures soient effectivement prises, notamment en ce qui concerne l'extension des dispositions de l'ordonnance n° 59-114 du 7 janvier 1959, de l'ordonnance du comité français de libération nationale du 4 juillet 1943, du décret du 13 avril 1962 et l'indemnisation des fonctionnaires auxquels le Gouvernement tunisien refuse de payer les traitements qu'il leur doit en application de la convention franco-tunisienne ; d'autre part, il semble que les ministres intéressés seraient d'accord pour faire droit aux réclamations de ces personnels mais qu'ils se heurteraient à l'opposition du ministre des affaires économiques et des finances. Il lui demande s'il entend rapidement donner satisfaction à ces fonctionnaires en rendant un arbitrage en leur faveur. (Question du 3 novembre 1966 transmise pour attribution par M. le Premier ministre à M. le ministre de l'économie et des finances.)

Réponse. — L'extension aux personnels rapatriés du Maroc, des dispositions de l'ordonnance du 7 janvier 1959 relative aux préjudices de carrière subis par les agents en service en Tunisie, ne serait pas fondée : alors que les mesures prises pour les rapatriés de Tunisie se justifiaient par les insuffisances du décret beylical du 22 octobre 1953, les personnels en service au Maroc ont bénéficié, en effet, sur le plan local, dès avant le mois d'août 1956, d'une série de dispositions qui constituaient une extension de la législation métropolitaine. En ce qui concerne les délais fixés par le décret n° 62-466 du 13 avril 1962 portant règlement d'administration publique pour l'application aux personnels bénéficiaires des lois du 7 août 1955 et 4 août 1956 des dispositions de la loi du 26 septembre 1961, leur réouverture, au profit d'une catégorie particulière d'agents, telle que les anciens résistants du Maroc et de Tunisie se trouvant en Algérie pendant la période d'application du décret en cause, seraient également

injustifiée et ne manquerait pas d'ailleurs d'être invoquée par leurs homologues des cadres français qui revendiqueraient le rétablissement de la « parité ». Les mêmes objections peuvent être opposées à la réouverture au profit des bénéficiaires de l'ordonnance du 4 juillet 1943, des délais prévus par les lois du 7 février 1953 et du 3 avril 1955 pour les agents réintégrés en application de l'ordonnance du 29 novembre 1944. En outre, d'une manière générale et pour des raisons de saine gestion administrative, il serait inopportun que, pour revenir sur des situations remontant maintenant à plus de vingt années, l'ensemble des forclusions édictées pour l'application des dispositions prises en faveur des résistants ou des victimes de la guerre fasse l'objet d'une levée générale. En ce qui concerne d'autre part les agents des cadres tunisiens ayant été admis au bénéfice des dispositions de la loi du 7 janvier 1959 ou du décret du 13 avril 1962, il est de règle que l'effet pécuniaire des mesures de reclassement dont ont bénéficié ces fonctionnaires ne puisse rétroagir au-delà des dates auxquelles ceux-ci ont été effectivement intégrés dans les cadres français et pris en charge sur le budget de l'Etat. En effet, les fonctions exercées par ces personnels auprès de l'administration tunisienne postérieurement à l'intervention de la loi n° 55-1086 du 5 août 1955 n'ayant pas donné lieu à « service fait » au regard du Gouvernement français, aucun rappel de traitement ne peut être servi aux intéressés au titre de la période antérieure à leur remise à la disposition de la France. Tel est d'ailleurs le sens des dispositions de la loi du 7 janvier 1959 relative aux préjudices de carrière qui dispose en son article 3 que les revisions de carrière seront opérées à l'occasion des opérations de reclassement dans les cadres métropolitains et prendront effet à la date de prise en charge des fonctionnaires intéressés par le budget de l'Etat. Dans ces conditions, il n'est pas possible d'envisager que, par dérogation à la réglementation en vigueur dans la fonction publique, les mesures de reclassement dont ont bénéficié les fonctionnaires des anciens cadres tunisiens prennent effet avant la date à laquelle ils ont été pris en charge sur le budget de l'Etat.

6317. — M. Marcel Martin attire l'attention de **M. le ministre des armées** sur la situation particulièrement regrettable dans laquelle se trouvent les titulaires des pensions militaires nommés à un nouvel emploi de l'Etat. La loi de finances n° 63-156 du 23 février 1963 (article 52) modifiant l'article 133 L du code des pensions civiles et militaires de retraite a en effet permis aux titulaires de pensions militaires d'acquérir de nouveaux droits à pension, à compter du 26 février 1963 ; or, lesdits titulaires ayant exercé un emploi civil de l'Etat pendant l'exercice duquel est intervenue la loi de finances du 23 février 1963 se sont vu prélever sur leurs salaires des retenues légales de 6 p. 100. Mais ils ne peuvent prétendre acquérir les nouveaux droits à pensions correspondant aux retenues légales antérieures à la date du 25 février 1963. Le remboursement des sommes ainsi versées antérieurement au 25 février 1963, ou une application rétroactive au régime général de la sécurité sociale pour cette période ne leur ont pas été accordés. Il lui demande si cette situation est bien exacte et, le cas échéant, quelles dispositions peuvent être envisagées afin de mettre un terme à ce préjudice qui frappe les personnes dont les titres de pension ont été entièrement acquis au service de l'Etat. (*Question du 3 novembre 1966, transmise pour attribution par M. le ministre des armées à M. le ministre de l'économie et des finances.*)

Réponse. — Avant l'intervention de l'article 52 de la loi de finances n° 63-156 du 23 février 1963 qui a modifié l'article L 133 de l'ancien code des pensions, les retraités civils et militaires admis à la retraite pour limite d'âge, qui étaient nommés à un nouvel emploi, ne pouvaient acquérir de nouveaux droits à pension. L'article 52 de la loi de finances précitée du 23 février 1963 a permis en revanche, sous certaines conditions, aux retraités civils et militaires nommés à un nouvel emploi d'acquérir des droits à pension au titre de leur seconde carrière, l'effet de ce texte étant toutefois limité en vertu du principe de non rétroactivité des lois, à la période postérieure au 26 février 1963. Le département a admis par ailleurs que le retraité civil ou militaire nommé à un nouvel emploi, et qui cesse son activité dans cet emploi sans pouvoir prétendre à pension, soit rétabli au titre de l'assurance vieillesse dans la situation qu'il aurait eue s'il avait été affilié au régime de la sécurité sociale durant sa seconde carrière. Cette règle applicable à tous les retraités ayant occupé un nouvel emploi quelle que soit la date à laquelle ils ont cessé d'exercer dans ce second emploi se trouve maintenant confirmée par l'article L 65 du nouveau code des pensions annexé à la loi n° 64-1339 du 26 décembre 1964. Les anciens militaires auxquels s'intéresse l'honorable parlementaire sont ainsi appelés à bénéficier de l'application de cette règle.

6332. — M. Marcel Martin attire l'attention de **M. le ministre de l'économie et des finances** sur une proposition qui avait été faite dans le rapport présenté, en décembre 1962, sur l'action de l'Etat

pour la protection des monuments historiques et des sites. Prenant en considération le fait que les produits de la caisse des monuments historiques étaient insuffisants eu égard aux dépenses que représente le financement des mesures de protection, il était suggéré d'accroître les ressources de cette caisse en instituant une taxe, de type parafiscal, dont le produit lui serait affecté, taxe appliquée à la vente des cartes postales. Cette taxe se trouve amplement justifiée par le fait que la plupart des cartes postales reproduisent un monument ou un site ou un paysage digne d'intérêt, dont un grand nombre sont classés monuments historiques ou inscrits à l'inventaire supplémentaire ou sauvegardés comme sites. Une telle taxe pourrait être d'un montant très léger, car on peut évaluer à environ 200 millions le nombre des cartes postales véhiculées, chaque année, par le service des postes et télécommunications. A supposer qu'elle soit d'un montant de 5 centimes seulement, cela aboutirait annuellement à un total de recettes de 10 millions de nouveaux francs, soit un milliard d'anciens francs. Le produit de cette taxe pourrait être porté à un compte spécial de la caisse des monuments historiques afin de consentir des prêts de longue durée et à faible intérêt, soit aux collectivités locales, soit aux particuliers propriétaires d'immeubles monuments historiques. Il lui demande s'il ne serait pas opportun de prendre très rapidement en considération une proposition de cette nature pour aider à régler le problème, de plus en plus angoissant et de plus en plus urgent, posé par les monuments anciens de la France dont la destruction s'accélère de jour en jour et qui constituent pourtant, par eux-mêmes, un élément important de notre propagande touristique. (*Question du 8 novembre 1966.*)

Réponse. — Le Gouvernement n'a pas jugé opportun de retenir la proposition à laquelle fait allusion l'honorable parlementaire et qui tendait à la création d'une taxe parafiscale sur les cartes postales dont le produit aurait été affecté à la caisse nationale des monuments historiques. D'une manière générale, en effet, il n'apparaît pas souhaitable de multiplier les taxes parafiscales. Au cas particulier, l'institution d'une taxe de cette nature apparaîtrait d'autant plus discutable qu'en l'absence de lien entre les redevables et les bénéficiaires de la taxe, la ressource envisagée aurait en définitive le caractère d'un impôt. En outre, en raison de la dispersion des points de vente de cartes postales, dont un grand nombre ne représentent d'ailleurs pas des monuments classés ou inscrits ou des sites sauvegardés, le recouvrement de la taxe et son contrôle soulèveraient les plus grandes difficultés. Au demeurant, l'Etat consent un effort financier notable pour la protection, l'entretien et la mise en valeur des sites et des monuments historiques.

6347. — M. Edouard Bonnefous demande à **M. le ministre de l'économie et des finances** : 1° si la loi du cumul concernant les fonctionnaires permet à un employé communal titulaire d'être membre non actif d'une société à responsabilité limitée « presse » en qualité de propriétaire minoritaire de parts ; 2° quel doit être le capital social minimum d'une société à responsabilité limitée « presse ». (*Question du 15 novembre 1966.*)

Réponse. — 1° En application de l'article 2 du décret du 29 octobre 1936 sur les cumuls, modifié par le décret n° 55-957 du 11 juillet 1965, il est interdit à un agent communal titulaire d'exercer à titre professionnel une activité privée lucrative de quelque nature que ce soit. Cet agent peut placer une partie de son capital dans une société à responsabilité limitée de presse à la condition qu'il n'exerce pas de fonctions dans cette société, telles que celle de gérant ou de directeur de la publication, ou toute autre fonction. 2° Le capital d'une société à responsabilité limitée doit être de 20.000 F au minimum (article 35 de la loi n° 66-537 du 24 juillet 1966 sur les sociétés commerciales).

6348. — M. Edouard Bonnefous expose à **M. le ministre de l'économie et des finances** que le problème des abattements de zones est toujours extrêmement critique. Se faisant aujourd'hui le porte-parole des fonctionnaires et des agents du secteur public, il fait remarquer que pour un fonctionnaire de grade moyen, d'indice net 360 par exemple (indice nouveau 345) il y a une différence de rémunération de plus de 90 F mensuels sans compter même la prime de transport, entre Paris et la plupart des villes de province. Etant prouvé que la vie est plus chère dans beaucoup de villes de province qu'à Paris, surtout dans les villes en pleine expansion, il lui demande s'il n'a pas l'intention de revoir à bref délai cette question des abattements de zones, soit en supprimant les abattements, soit, au moins, en en réduisant fortement la portée. (*Question du 15 novembre 1966.*)

Réponse. — Le problème des abattements de zones est complexe et, faute de l'avoir examiné sous tous ses aspects, on risque d'aboutir à des solutions qui ne seraient pas conformes à la logique ni à l'équité. L'existence même de ces abattements est fondée sur ce

fait que, contrairement à ce qui est fréquemment affirmé, les conditions de vie et par là même le niveau réel des prix ne sont pas les mêmes sur l'ensemble du territoire. Quant à l'importance des abattements qui affectent les agents de la fonction publique elle ne peut être appréciée sans référence aux différences des rémunérations réelles des salariés du secteur privé. Or, si le salaire minimum interprofessionnel garanti fixé par voie réglementaire n'enregistre de Paris à la zone la plus défavorisée qu'une différence qui, jusqu'à ces derniers jours, était de 6 p. 100, les rémunérations réelles, qui dépendent largement des conditions locales du marché de la main-d'œuvre accusent des disparités qui, pour les mêmes qualifications professionnelles, vont jusqu'à 24 p. 100. Or, c'est sur les abattements du S.M.I.G. lui-même qu'étaient jusqu'à une date toute récente alignées les majorations résidentielles des agents du secteur public. Il s'ensuit que les disparités géographiques de rémunération sont pour les agents de la fonction publique beaucoup moins importantes que pour les salariés de l'industrie et du commerce. C'est pour ne pas aggraver ces inégalités entre secteurs public et privé que le décret du 28 décembre dernier, qui vient de réduire le taux d'abattement maximum du S.M.I.G. de 6 à 5 p. 100, n'a pas modifié parallèlement l'échelonnement des indemnités de résidence de la fonction publique. Il ne faut cependant pas en conclure que les taux d'abattement du secteur public sont désormais figés. Des études sont en effet actuellement en cours en vue d'élaborer un plan d'aménagement des zones retenues pour la détermination des indemnités de résidence.

6386. — M. Léon Motals de Narbonne expose à M. le ministre de l'économie et des finances que l'application de la loi n° 63-1241 du 19 décembre 1963 soulève des problèmes complexes pour les sociétés civiles de droit commun non passibles de l'impôt sur les sociétés, dont l'actif est constitué par des immeubles assimilés à des terrains à bâtir et il lui demande de lui indiquer quelle serait la situation fiscale au regard de la loi susvisée dans l'exemple théorique suivant : une société civile ayant acquis depuis plus de cinq ans une propriété susceptible d'être assimilée à un terrain à bâtir est composée de deux personnes physiques associées A et B, détenant chacune la moitié des parts. « A » a hérité en 1963 des parts qu'il possède de son père, lequel les avait souscrites à l'origine de la société, tandis que « B » les a acquises à titre onéreux depuis moins de cinq ans. La propriété qui a, par hypothèse, une valeur actuelle de 1 million de francs a été acquise au prix de 100.000 F correspondant au montant du capital et au regard des impositions sur terrains à bâtir, à un prix corrigé de 200.000 F. « B » a acquis les parts qu'il possède au prix de 450.000 F et son cédant, associé d'origine, a lui-même supporté l'impôt sur la fraction taxable, en vertu de l'article 3 de la loi susvisée, de la plus-value par lui réalisée. Les parts recueillies par succession par « A » ont été évaluées dans la déclaration de succession de son auteur à 300.000 F. Dans cette situation, les deux associés vendent l'immeuble social en 1966 au prix de 1 million de francs, soit 500.000 F pour chacun. La question se pose de savoir : a) si la plus-value sera égale à 800.000 F (1 million de francs moins 200.000 F) dont 400.000 F pour chacun des associés, soit une fraction taxable de 240.000 F correspondant à 60 p. 100 de la plus-value, dès lors que la société a acquis l'immeuble en cause depuis plus de cinq ans ; b) ou si la plus-value de 400.000 F, pour chaque associé, doit être imposée du chef de « A », à concurrence de 40 p. 100 (bien recueillis par succession) et du chef de « B », sur la totalité de la plus-value dans le cadre de l'article 4 de la loi ; c) ou si, pour le calcul des impositions, il doit être pris en considération le prix de revient des parts possédées par chacun des associés, la date et la nature de leur acquisition, en d'autres termes ; si « A » peut faire état de l'évaluation successorale de 300.000 F (corrigée de 408.750 F) et ne supporter l'impôt que sur la fraction de 40 p. 100 de la différence entre 500.000 F et 408.750 F ; si « B » est imposable au titre de l'article 4 de la loi du 19 décembre 1963 sur la totalité de la seule plus-value constituée par la différence entre le montant de 500.000 F et son prix de revient (450.000 F sauf correction). Il est fait observer que l'imposition dans les conditions prévues en a et b ci-dessus aboutirait à une superposition qui est d'autant plus choquante que ce sont les associés eux-mêmes qui sont imposés et non la société civile. Si, contrairement à l'équité, le mode d'imposition prévu en c ne devait pas être retenu, quelle serait la situation au cas où l'un des associés rachèterait les parts de son coassocié, opération qui aurait pour effet de réunir toutes les parts sur la tête du cessionnaire et, en conséquence, de rendre celui-ci propriétaire de l'immeuble social. (Question du 25 novembre 1966.)

Réponse. — Conformément aux dispositions de l'article 8 du code général des impôts, les membres des sociétés civiles non passibles de l'impôt sur les sociétés sont personnellement soumis à l'impôt sur le revenu des personnes physiques pour la part de bénéfices sociaux correspondant à leurs droits dans la société. Dès lors, dans

l'exemple cité par l'honorable parlementaire, la solution à retenir est celle qui est visée au a de la question. Elle serait identique dans l'hypothèse où l'un des associés rachèterait la totalité des parts de l'autre. Une telle cession, qui est assimilable juridiquement à une licitation, entraîne, en effet, la dissolution de plein droit de la société, ce qui implique la transformation de l'actif social en indivision. Il s'opère ainsi une cession à titre onéreux qui entre dans le champ d'application de l'article 150 *ter* du code général des impôts et la plus-value est taxable au nom de chaque associé au prorata de ses droits.

6389. — M. René Tinant rappelle à M. le ministre de l'économie et des finances que, dans sa réponse à la question n° 5971 (*Journal officiel*, Débats Sénat, du 21 octobre 1966), il précise que les intérêts statutaires alloués aux parts sociales des coopératives agricoles constituent une recette imposable au titre des bénéfices agricoles et sous le régime du forfait sans être compris dans le bénéfice forfaitaire. Il lui demande, dans le même ordre d'idées, si les autres revenus que l'on peut considérer comme étant de même nature peuvent être également compris dans le bénéfice forfaitaire : 1° intérêt des parts sociales du crédit agricole (parts dont la souscription est obligatoire lors des emprunts au crédit agricole) ; 2° intérêt sur compte des ristournes bloquées ou non versées par certaines coopératives aux coopérateurs. (Question du 25 novembre 1966.)

Réponse. — 1° Les intérêts de parts sociales servis aux agriculteurs par les caisses de crédit agricole mutuel peuvent être regardés comme se rattachant à l'exploitation agricole lorsque le nombre de parts détenues n'excède pas celui dont la souscription est exigée pour l'octroi des prêts, et à condition que ces prêts aient eux-mêmes été sollicités par les intéressés pour les besoins de leur exploitation. Sous cette réserve, les intérêts dont il s'agit constituent donc, comme le pense l'honorable parlementaire, une recette imposable au titre des bénéfices agricoles. Notamment, ils sont réputés compris dans le bénéfice forfaitaire. 2° Le forfait doit également être réputé tenir compte des sommes versées par les coopératives agricoles à leurs membres en cas de paiement différé des ristournes leur revenant.

6403. — M. Robert Chevalier expose à M. le ministre de l'économie et des finances que les notaires sont appelés à établir des donations d'immeubles par des parents au profit d'un ou de plusieurs de leurs enfants, notamment à titre de constitution de dot lors de leur mariage, donations stipulées rapportables en moins prenant et non en nature. Par la suite et très souvent après de nombreuses années, ces parents dans l'intérêt de la famille et pour établir l'égalité entre tous leurs enfants, décident, toutes les parties étant d'accord, de faire une donation à titre de partage anticipé de tous leurs biens, qui ne comprend que des immeubles, et conviennent que l'enfant donataire par contrat de mariage ci-dessus visé, rapportera l'immeuble à lui donné pour sa valeur au jour du partage anticipé bien supérieure à la valeur fixée à l'époque du contrat. Si en droit civil, les parties d'accord peuvent modifier les clauses de rapport incluses au contrat de mariage, la situation est moins nette en droit fiscal. Dans un cas similaire, l'administration de l'enregistrement ayant perçu le droit de donation entre frère et sœur, M. le ministre du budget (*Journal officiel*, Débats A. N., du 9 mai 1952, p. 2312-2) avait répondu que le droit de mutation à titre gratuit entre frère et sœur n'était pas exigible sur l'avantage procuré à l'enfant non doté à raison du rapport effectué par l'enfant doté, contrairement aux dispositions de son contrat de mariage. Cette réponse étant muette sur la question de savoir si la plus-value procurée par l'augmentation du rapport est ou non passible du droit de soulte, il lui demande de bien vouloir indiquer si la réévaluation, effectuée dans un partage d'ascendants, d'un rapport en moins prenant, à la valeur actuelle des biens donnés pour égaliser les enfants, ne comporte aucune conséquence fiscale. (Question du 30 novembre 1966.)

Réponse. — Il est confirmé à l'honorable parlementaire que dans la situation exposée la réévaluation du rapport effectué par l'enfant doté ne peut entraîner l'exigibilité d'aucun droit de mutation.

6405. — M. Robert Liot expose à M. le ministre de l'économie et des finances que, conformément aux dispositions de l'article 242 *bis* du code général des impôts, les personnes physiques et les sociétés ou personnes morales qui versent des intérêts, arrérages ou autres produits de créances de toute nature, sont tenues de déclarer à l'administration fiscale les noms et adresses des bénéficiaires ainsi que le montant des sommes versées à chacun

d'eux pendant l'année civile lorsque leur montant excède 300 F par an et par bénéficiaire. Ont été dispensées de cette obligation depuis 1964 les caisses d'épargne compte tenu des exonérations dont bénéficient les intérêts produits par les sommes portées sur les livrets de caisses d'épargne ordinaire, d'épargne-crédit et d'épargne-construction ouverts au nom des personnes physiques. 1° Il lui demande s'il ne serait pas possible d'étendre cette dispense aux personnes physiques, sociétés ou personnes morales qui versent des intérêts à des organismes d'Etat ou soumis au contrôle de l'Etat, telles que les banques nationalisées, de tels organismes étant fiscalement forcément en règle. 2° Par ailleurs, si à l'occasion d'une vérification de comptabilité, l'administration constatait que des intérêts versés à ces organismes d'Etat n'avaient pas été déclarés et s'il ne s'agissait pas d'une première infraction (auquel cas les dispositions de l'article 238 seraient susceptibles de s'appliquer) celle-ci pourrait-elle réintégrer dans les bénéfices de l'exercice en cause lesdits intérêts, ce qui semblerait faire preuve d'une sévérité injustifiée, l'article 242 bis ayant pour but de permettre à l'administration de contrôler les déclarations des contribuables ou sociétés privées, les recouvrements établis au nom d'un organisme d'Etat n'étant vraisemblablement pas exploités par l'administration, ne serait-ce que par leur nombre. (Question du 1^{er} décembre 1966.)

Réponse. — L'article 242 bis du code général des impôts a été abrogé par l'article 57-IX de la loi n° 65-997 du 29 décembre 1965. En vertu du paragraphe V-1 du même article 57, les personnes qui assurent le paiement des produits de créances, dépôts, cautionnements et comptes courants sont en principe tenues, lorsque ces produits n'ont pas été soumis au prélèvement de 25 p. 100, de déclarer les noms et adresses des bénéficiaires ainsi que le montant des sommes payées à chacun d'eux. Toutefois, il a été admis que cette déclaration ne serait pas exigée pour les produits payés depuis le 1^{er} janvier 1966 aux banques inscrites et aux établissements financiers enregistrés auprès du Conseil national du crédit, ainsi qu'aux banques et établissements de crédit à statut légal spécial (instruction du 16 mars 1966, § 108). Cette mesure de tempérament répond pleinement aux préoccupations exprimées par l'honorable parlementaire.

6429. — M. Robert Liot expose à M. le ministre de l'économie et des finances qu'une entreprise commerciale occupant habituellement un effectif moyen de 280 salariés a mis sur pied, au sein de son entreprise, une caisse de secours mutuels régulièrement déclarée à la préfecture. Tous les salariés de cette entreprise sont, sans aucune exception ni réserve, rattachés à ladite caisse à laquelle ils versent 1 p. 100 du montant des salaires bruts qui leur sont acquis, étant toutefois souligné que le versement de cette cotisation s'effectue dans la limite d'un plafond mensuel de 8,70 francs par salarié. Il lui demande si les cotisations dont il s'agit ont à être extraites ou, au contraire, à être reprises dans le montant net du revenu imposable visé à l'article 83 du code général des impôts. (Question du 7 décembre 1966.)

Réponse. — Les cotisations versées à la caisse de secours mutuels visée dans la question posée par l'honorable parlementaire n'entrent dans aucune des catégories de charges déductibles pour l'établissement de l'impôt sur le revenu des personnes physiques dû par les salariés intéressés.

6435. — M. Charles Zwicker expose à M. le ministre de l'économie et des finances que l'article 57 de la loi n° 65-997 du novembre 1965 a institué un prélèvement obligatoire de 25 p. 100, sur les intérêts, arrérages et produits de toute nature, des créances, dépôts, cautionnement et comptes courants, payés à l'étranger ou à des personnes dont le domicile réel ou le siège social est situé hors de France, ceci sous réserve du jeu des conventions internationales. Ceci exposé, il lui demande si ce prélèvement est exigible dans les hypothèses suivantes : 1° intérêts de retard (4 p. 100 par exemple) versés par une entreprise française à l'un de ses fournisseurs domiciliés à l'étranger, du fait du retard dans le paiement des fournitures aux dates prévues initialement lors de la conclusion du marché ; 2° intérêts versés par une entreprise française à l'un de ses clients domiciliés à l'étranger, en rémunération d'un acompte sur commande acquitté avant la date prévue au marché ; 3° dans l'affirmative, le prélèvement est-il exigible lorsque le bénéficiaire des intérêts a son domicile réel ou son siège social en Algérie ? Dans l'affirmative à quel taux. (Question du 8 décembre 1966.)

Réponse. — 1° et 2° Les questions posées par l'honorable parlementaire comportent une réponse affirmative. En effet, le prélèvement forfaitaire de 25 p. 100 institué par l'article 57 de la loi n° 65-997 du 29 novembre 1965 doit être obligatoirement opéré sur toutes les sommes payées à un titre d'intérêts, arrérages et autres produits de créances de toute nature, dépôts, cautionnements et

comptes courants, lorsque le paiement est fait hors de France ou à des personnes physiques ou morales dont le domicile ou le siège social est situé hors de France, sans qu'il y ait lieu de distinguer suivant la nature civile ou commerciale des opérations génératrices des produits susvisés. Toutefois, il est admis que le prélèvement n'est pas exigé lorsque l'entreprise étrangère dispose en France d'un établissement dans les recettes duquel les produits ainsi encaissés se trouvent compris, et que par suite ces produits sont imposés en France dans les conditions de droit commun. Les entreprises qui se trouvent en mesure de bénéficier de cette solution doivent soumettre à l'établissement payeur, à l'appui de leur demande de dispense de prélèvement, une attestation délivrée par le service des impôts (contributions directes) et mentionnant le siège de l'établissement français de l'entreprise étrangère, ainsi que le lieu d'imposition de cet établissement. 3° Réponse affirmative également. En l'absence de convention fiscale entre l'Algérie et la France, le prélèvement est perçu au taux de 25 p. 100 dans les conditions de droit commun.

6469. — M. Robert Liot demande à M. le ministre de l'économie et des finances si l'acquisition de la caisse destinée à un camion de plus de six tonnes de poids total autorisé, reçu à l'état neuf, châssis nu, et commandée antérieurement au 31 décembre 1966 est susceptible de bénéficier de la déduction fiscale pour investissements prévue par les dispositions de la loi n° 66-307 du 18 mai 1966. (Question du 21 décembre 1966.)

Réponse. — Réponse négative, à moins que le camion n'ait lui-même ouvert effectivement droit au bénéfice de la déduction fiscale pour investissement instituée par la loi n° 66-307 du 18 mai 1966 et que la caisse destinée à ce camion n'ait été commandée entre le 15 février et le 31 décembre 1966 pour être livrée au cours des périodes prévues par ladite loi.

6470. — M. Robert Liot demande à M. le ministre de l'économie et des finances à quelle rubrique du tableau 1, modèle 2050, prévu par les dispositions de l'article 1^{er} du décret du 28 octobre 1965 doivent ou devront, à partir de 1968, figurer les versements faits par les entreprises aux écoles dans le cadre de la taxe d'apprentissage. (Question du 21 décembre 1966.)

Réponse. — Les dépenses faites en faveur de l'enseignement technique ou de l'apprentissage et motivant les demandes d'exonération totale ou partielle de la taxe d'apprentissage constituent des « charges connexes » aux frais de personnel à inscrire à la ligne 11 de l'imprimé administratif n° 2050 établi conformément aux dispositions du décret n° 65-968 du 28 octobre 1965.

6471. — M. Robert Liot demande à M. le ministre de l'économie et des finances si les versements effectués en 1966 sur la base des salaires imposables au versement forfaitaire de 5 p. 100 de l'année précédente par un commerçant à des écoles au titre de la taxe d'apprentissage, doivent figurer sur la ligne 26 du tableau 1, modèle 2050, prévu par les dispositions de l'article 1^{er} du décret du 28 octobre 1965, ou à la ligne 13 du tableau 9, modèle n° 2057, dans le cas où il a été constitué à la clôture de l'exercice précédent une provision pour impôts (taxe d'apprentissage) basée sur le montant des salaires imposables au versement forfaitaire de 5 p. 100 de 1965. (Question du 21 décembre 1966.)

Réponse. — Les dépenses faites en faveur de l'enseignement technique ou de l'apprentissage et motivant les demandes d'exonération totale ou partielle de taxe d'apprentissage constituent des « charges connexes » aux frais de personnel à inscrire à la ligne 11 de l'imprimé administratif n° 2050, établi conformément aux dispositions du décret n° 65-968 du 28 octobre 1965. Corrélativement, il conviendra de comprendre ces versements dans les « profits sur exercices antérieurs » à la ligne 11 de l'imprimé n° 2052 appartenant à la même série lorsque l'entreprise aura constitué, à la clôture de l'exercice précédent, une provision pour charge au titre de la taxe d'apprentissage due à raison des salaires payés au cours de cet exercice. Dans ce cas, l'entreprise devra également faire figurer les sommes ainsi rattachées à la ligne 13 de l'imprimé 2057.

6480. — M. Max Monichon expose à M. le ministre de l'économie et des finances qu'un local a fait l'objet d'une location à usage d'habitation et que son affectation a été modifiée ensuite sur la demande du locataire par un arrêté préfectoral accordant dérogation à l'article 340 du code de l'urbanisme et de l'habitation, assorti des réserves suivantes : « Article 2. — La présente autorisation est

accordée à titre essentiellement personnel, précaire et révocable et ne permettra en aucun cas la cession à bail ou du fonds. Article 3. — Le local faisant l'objet de la présente décision ne devra subir aucune transformation matérielle. Article 4. — Le local considéré devra conserver son caractère d'habitation et restera soumis aux dispositions générales de la législation des locaux à usage d'habitation ». Il lui demand s'il doit, en ce qui concerne les droits de mutation à titre onéreux, être assimilé à un « immeuble ou fraction d'immeuble destiné à une exploitation de caractère commercial ou professionnel » tel que le définissent les articles 1371 et 1372 du code général des impôts. (Question du 28 décembre 1966.)

Réponse. — Les termes de la question ne permettent pas de déterminer les circonstances exactes de l'affaire visée par l'honorable parlementaire. Dès lors, il ne pourrait être pris parti sur le cas d'espèce évoqué que si, par l'indication des noms et prénoms des parties ainsi que de la situation de l'immeuble en cause, l'administration était mise en mesure d'effectuer une enquête.

6548. — M. Auguste Pinton attire l'attention de M. le ministre de l'économie et des finances sur les faits suivants : en matière d'impôt sur le revenu des personnes physiques, l'administration est amenée à procéder à des vérifications des revenus déclarés et, en cas d'insuffisance constatée, sans que la bonne foi des déclarants soit mise en cause, à appliquer des intérêts de retard sur les sommes non versées en temps voulu, intérêts fixés à 0,75 p. 100 par mois de retard. Certes, une marge de 10 p. 100 entre le revenu déclaré et le revenu réel est tolérée, ce qui est une disposition bienveillante, encore qu'une différence faible, par exemple 460 F sur une base imposable de 4.500 F entraîne la perception des intérêts, tandis qu'une différence de 4.000 F n'est pas imputée à une base imposable de 45.000 F, ce qui est évidemment défavorable aux plus modestes catégories. Mais l'application des intérêts de retard entraîne des injustices beaucoup plus évidentes. En effet, la vérification des déclarations s'effectue de juin à mars et souvent, par manque de personnel, est reportée sur les deux années suivantes. Il en résulte que pour une erreur identique, un contribuable paiera des intérêts dix fois plus élevés que celui qui, pour la même erreur et le même revenu, aura eu la chance d'être vérifié plus tôt. Dans ces conditions, il lui demande s'il ne lui paraîtrait pas logique que les intérêts réclamés ne puissent en aucun cas être plus élevés que ceux correspondants à la période légale pendant laquelle la vérification aurait dû être opérée, ou mieux encore si l'égalité qui doit régner entre tous les contribuables ne s'accroderait pas mieux d'un plafond d'intérêts qui, par exemple, ne pourrait dépasser six mois. (Question du 27 janvier 1967.)

Réponse. — En fixant uniformément au dixième du revenu imposable la quotité des insuffisances de déclaration qui ne donnent pas lieu à l'application d'un intérêt de retard ou d'une majoration, le législateur a entendu instituer une tolérance présentant le double avantage, d'une part, d'être simple et facile à déterminer, et, d'autre part, de couvrir les insuffisances de toute nature susceptibles d'être commises involontairement ; au nombre de ces insuffisances figurent, en particulier, celles provenant d'erreurs d'appréciation qui sont parfois d'autant plus difficiles à éviter qu'elles portent sur des valeurs importantes et, de ce fait, on ne saurait valablement prétendre que le taux uniforme de la tolérance du dixième est de nature à défavoriser une catégorie quelconque de contribuables. Pour ce qui est de la computation des intérêts de retard, il est fait observer tout d'abord que l'administration, qui n'a pas les moyens de vérifier en même temps toutes les déclarations souscrites par les contribuables, dispose à cet effet, en vertu de l'article 1966 du code général des impôts, d'un délai venant à expiration à la fin de la troisième année suivant celle au titre de laquelle l'imposition est due. Comme d'autre part, ils ont pour objet de réparer le préjudice subi par le Trésor du fait de la mise en recouvrement tardive de l'impôt afférent aux insuffisances de déclaration constatées, c'est à juste titre que les intérêts de retard sont calculés en fonction du temps écoulé depuis la date à laquelle l'impôt aurait dû normalement être acquitté. Un plafonnement de ces intérêts dans les conditions suggérées par l'honorable parlementaire n'est pas susceptible d'être envisagé puisqu'il aurait pour effet de défavoriser les contribuables dont la situation est régularisée dans des délais très brefs, alors que ceux dont les déclarations ne peuvent être rapidement vérifiées en retireraient, au contraire, un avantage injustifié.

6567. — M. Marcel Lemaire demande à M. le ministre de l'économie et des finances si, lorsque dans un bail conclu pour vingt-cinq ans, moyennant un métayage au profit du propriétaire, égal au tiers de la récolte à partir de la neuvième année de jouissance, le preneur supportant les frais de fournitures, ingrédients nécessaires à la plantation en vigne, se chiffrant à 40.000 F l'hectare, l'on doit considérer que ces frais ne sont, en réalité, qu'une avance faite au proprié-

taire qui, n'obtenant pas de métayage de la quatrième année (date d'entrée en production du vignoble) à la neuvième année, rembourse ainsi, en forfait, les frais avancés pour son compte par l'exploitant, et s'il en était ainsi qu'il y aurait enregistrement du bail au droit fixe pour les neuf premières années. (Question du 3 février 1967.)

Réponse. — Il ne pourrait être répondu en toute connaissance de cause à la question posée par l'honorable parlementaire qu'au vu des termes de l'acte de bail. A cet effet, il serait nécessaire d'indiquer à l'administration les noms, prénoms et adresse des parties, la date de l'acte ainsi que, le cas échéant, le nom et la résidence du notaire rédacteur.

6572. — M. Robert Liot expose à M. le ministre de l'économie et des finances le cas d'un redevable dont l'activité consiste dans la vente à consommer sur place (activité de restaurant, brasserie) ayant commencé à exercer le 1^{er} août 1965. Etant fait remarquer que le chiffre d'affaires de l'année 1965 (12/5 du chiffre d'affaires pour la période du 1^{er} août au 31 décembre 1965) est supérieur à 500.000 F que, par contre, le chiffre d'affaires de l'année 1966 ainsi que celui pour la période du 1^{er} août 1965 au 31 juillet 1966 sont l'un et l'autre inférieurs à 500.000 F, il lui demande de préciser si, dans ce cas particulier, cette entreprise entre dans le cadre des dispositions de l'article 3 du décret du 27 décembre 1966 (cas des entreprises dont le montant du chiffre d'affaires s'est abaissé en 1966 en-dessous des limites d'admission au régime du forfait) et, dans la négative, quelle sera sa situation au regard des taxes sur le chiffre d'affaires dans le cas où le chiffre d'affaires de l'année excéderait la somme de 600.000 F. (Question du 8 février 1967.)

Réponse. — La situation du contribuable en cause entre effectivement dans les prévisions de l'article 3 du décret n° 66-1019 du 27 décembre 1966. Si ce contribuable n'a pas exercé, en janvier 1967, l'option sur l'imposition d'après son chiffre d'affaires réel, il se trouve obligatoirement placé sous le régime du forfait pour les années 1967 et 1968 ; mais bien entendu, ce régime ne lui est applicable que dans la mesure où, au cours de ces années, son chiffre d'affaires n'excède pas le chiffre limite de 500.000 F. En conséquence, si, en 1967, ce chiffre limite est dépassé, les affaires réalisées au cours de cette année seront finalement imposées d'après le chiffre d'affaires réel.

EDUCATION NATIONALE

6497. — M. Georges Cogniot demande à M. le ministre de l'éducation nationale s'il est exact que la décision ministérielle de permettre aux étudiants qui sont maîtres d'internat ou surveillants d'externat de faire une année d'études universitaires en deux ans est interprétée d'une façon fort inquiétante dans certaines facultés, où l'on aurait interdit à de tels étudiants étant en première année de s'inscrire pour l'examen de fin d'année ; ils ne pourraient s'y présenter qu'au bout de deux ans. Il lui signale ce qu'aurait de choquant la conversion d'une mesure de bienveillance en contrainte et pénalisation, et lui demande si des instructions ont été données, ou seront données, pour corriger le malentendu. (Question du 7 janvier 1967.)

Réponse. — Les décrets n° 66-411 et 66-412 du 22 juin 1966 fixant l'organisation des deux premiers cycles d'enseignement dans les facultés des sciences et dans les facultés des lettres et sciences humaines permettent d'autoriser les étudiants exerçant une activité professionnelle salariée à préparer en deux années chacun des examens de première et de deuxième année du premier cycle. Les modalités d'application de ces dispositions n'ayant pas été fixées sur le plan national, les doyens des facultés des sciences et des facultés des lettres et sciences humaines ont été invités à porter à la connaissance de l'administration centrale les mesures adoptées par leurs assemblées. S'il apparaissait que certaines assemblées eussent pris des décisions contraires à l'esprit des textes, des instructions seraient adressées aux facultés afin de les inciter à prévoir de nouvelles dispositions.

6498. — M. Georges Cogniot demande à M. le ministre de l'éducation nationale dans quelles conditions il a été prescrit que chaque instituteur candidat à la fonction de directeur d'école de Seine-et-Oise soit l'objet d'un questionnaire confidentiel rempli par l'administration, questionnaire qui porte non seulement sur des qualités aussi difficiles à apprécier objectivement et sans arbitraire que le « comportement » et le « sens des relations humaines », mais concerne aussi les « activités connues » sans en exclure apparemment les activités civiques, syndicales, politiques. Il lui demande pourquoi la circulaire confidentielle qui accompagne le questionnaire

précise que certains renseignements peuvent être inscrits au crayon. Il lui demande qui a établi le questionnaire et les instructions confidentielles, de l'inspection académique, du rectorat ou du ministère. (Question du 7 janvier 1967.)

Réponse. — Le questionnaire cité par l'honorable parlementaire a pour but de renseigner la commission avec laquelle les candidats doivent avoir l'entretien prévu par l'article 3 du décret n° 65-1093 du 14 décembre 1965. L'énumération des activités du candidat, particulièrement dans le domaine des œuvres péri et post-scolaires ou dans le domaine administratif (secrétariat de mairie), paraît de nature à fournir des renseignements précieux sur la personnalité du candidat. En ce qui concerne la rubrique critiquée par M. Cogniot « autres activités connues », il va de soi qu'en sont exclues celles ayant un caractère politique, en application de l'ordonnance du 4 février 1959, portant statut général des fonctionnaires qui précise en son article 13 qu'aucune mention faisant état des opinions politiques, philosophiques ou religieuses ne peut figurer au dossier d'un fonctionnaire. L'instituteur étant placé sous l'autorité directe de l'inspecteur départemental de l'enseignement primaire, c'est à ce dernier qu'incombe le soin de remplir en premier lieu le questionnaire. Il ne peut s'agir que d'appréciations provisoires et pour cette raison inscrites au crayon, l'avis définitif étant établi par l'inspecteur d'académie par comparaison des renseignements fournis sur l'ensemble des candidats. Les instructions données en ce sens aux inspecteurs primaires par une lettre circulaire n'avaient pas un caractère confidentiel. Il y était simplement stipulé que les fiches devaient être retournées à l'inspection académique « à titre confidentiel » comme il est de règle lorsqu'il s'agit de renseignements et d'une notation à caractère strictement personnel.

6500. — M. Georges Cogniot expose à M. le ministre de l'éducation nationale que des problèmes nombreux et irritants restent en suspens à l'école normale supérieure de l'enseignement technique : 1° l'administration refuse systématiquement de recevoir le bureau syndical, émanation des élèves, et de discuter avec lui des questions posées par la vie de l'école, contrairement à la pratique courante dans d'autres écoles normales supérieures ; 2° les élèves ne sont pas représentés au conseil d'administration et à la commission des études, malgré les promesses de la direction et le vœu de la commission Laurent ; 3° la liberté de réunion et d'expression des élèves est réduite à l'extrême par le refus de leur laisser utiliser les locaux nécessaires ; 4° le régime de l'internat obéit à des règles surannées et vexatoires (interdiction des visites) ; 5° le taux maximum de la bourse est depuis quatre ans de plus en plus refusé aux redoublants, dont le nombre élevé est une conséquence directe des mauvaises conditions de vie à l'école ; 6° jusqu'ici la promesse n'est pas tenue de permettre à tous les élèves de préparer l'agrégation dans les meilleures conditions possibles. Il lui demande quelles mesures sont prévues pour résoudre ces problèmes et mettre un terme à ces tracasseries. (Question du 7 janvier 1967.)

Réponse. — Les différentes questions posées par l'honorable parlementaire font l'objet des réponses suivantes : 1° l'administration de l'école normale supérieure de l'enseignement technique reçoit individuellement les élèves ainsi que les représentations d'élèves qui, à des titres divers, s'efforcent de participer à la vie de l'école et de créer une ambiance favorable. En particulier, l'administration reçoit le bureau des élèves qui représente, à ses yeux, la totalité des élèves. Le directeur de l'école ne reçoit plus le bureau syndical auquel il est fait allusion — bureau qui représente une fraction des élèves — depuis que l'un de ses membres a porté, dans certaine presse syndicale, des accusations injurieuses à l'égard de la direction ; 2° l'école normale supérieure de l'enseignement technique et les sections de lycée technique qui lui sont annexées, constituent le centre national d'enseignement technique de Cachan (C. N. E. T.), organisme administratif doté de la personnalité civile et de l'autonomie financière. Le décret fixant la composition du conseil d'administration du C. N. E. T. ne prévoit pas la participation des élèves de l'E. N. S. E. T. Or, les réformes des structures administratives, la réforme de l'enseignement et le rattachement de l'école normale supérieure de l'enseignement technique à la direction des enseignements supérieurs vont entraîner une révision du texte du décret précité. La manière dont les élèves pourraient être représentés au conseil d'administration sera examinée au moment opportun. Quant à la commission des études, il s'agit sans doute de la commission pédagogique dont l'existence est, dès à présent, remise en cause par les transformations de structure de l'école ; 3° pour se rencontrer, les élèves disposent librement tous les jours et jusqu'à 22 heures, du rez-de-chaussée de chacune des trois résidences. Il s'agit de grands espaces meublés où il est possible de travailler, de se divertir et de participer au mouvement des idées (journaux, télévision, réunions de groupes). L'une de ces salles est équipée en luxueux foyer que gèrent les élèves. Quant à l'emploi des locaux scolaires, le directeur accorde au bureau des élèves et à chaque formation syndicale, une fois par trimestre, l'usage d'un amphithéâtre

pour les conférences d'information et les assemblées générales. D'autres réunions sont autorisées au rez-de-chaussée de l'une des résidences ; 4° l'école est la seule école normale supérieure qui reçoive des élèves des deux sexes dont beaucoup sont mineurs au moment où ils entrent à l'école. Seuls, les célibataires sont logés : les jeunes filles dans une résidence particulière comportant 300 chambres individuelles ; les jeunes gens dans une seconde résidence de même capacité et un troisième bâtiment où les chambres sont collectives. Au rez-de-chaussée de chaque résidence une salle est réservée aux réunions et à la réception des visiteurs. Le foyer se trouve dans le troisième bâtiment. Le directeur, à qui est déléguée l'autorité des parents des élèves mineurs, ne peut prendre la responsabilité d'admettre des visiteurs dans les chambres des élèves ; 5° au cours de leur scolarité (trois à quatre ans d'études selon la section), les élèves de l'E. N. S. E. T. ont la qualité de fonctionnaire stagiaire et ils perçoivent un traitement d'environ 1.000 francs par mois (régime commun à toutes les E. N. S.). A cet avantage s'ajoute, pour les élèves célibataires, le bénéfice d'une chambre individuelle. Le montant de la pension (nourriture, logement, blanchissage) est de l'ordre de 300 par mois. Ces avantages matériels ont une contrepartie : l'obligation, pour les élèves, d'obtenir en temps voulu les titres universitaires indispensables à la poursuite de leurs études, sans possibilité de redoubler une année d'études avec traitement en cas d'échec. Aucune disposition statutaire ne prévoit, en pareil cas, l'attribution d'une bourse d'enseignement supérieur. Si des bourses ont été accordées, il s'agit essentiellement d'une mesure de bienveillance et non de l'exercice d'un droit. Il est donc raisonnable de tenir compte des résultats scolaires obtenus et de « doser » en conséquence le montant de la bourse lorsque celle-ci est accordée. Quant au nombre élevé des redoublants, il suffit de consulter les statistiques. En 1965, 38 élèves sur 265 (soit 14 p. 100) n'avaient pas obtenu la licence d'enseignement ou le groupement de certificats exigé après deux ans d'études. En 1966, 19 élèves sur 250 (soit moins de 8 p. 100) se trouvaient dans le même cas à la rentrée d'octobre ; 6° la question posée est ambiguë. S'il s'agit de l'admission en quatrième année (année de préparation à l'agrégation), les élèves sont, sur leur demande, proposés dès l'instant qu'ils remplissent les conditions d'inscription au concours. C'est le cas pour tous les littéraires et pour tous les scientifiques (section A 1, A' 1, A 2, E, F et G). Pour l'agrégation des techniques économiques de gestion, les élèves titulaires de l'ancien régime du professorat D sont recrutés en fonction de la qualité de leurs succès universitaires. Pour les élèves appartenant à d'autres sections (A' 2, B et C) il n'y a pas de concours d'agrégation. En 1967 l'école a transmis 122 dossiers de candidature aux différents concours d'agrégation.

6510. — M. Michel Darras demande à M. le ministre de l'éducation nationale de bien vouloir lui faire connaître s'il envisage d'attribuer aux comités des œuvres sociales de l'éducation nationale, créés par son arrêté du 8 juillet 1965, des crédits qui, pour permettre à ces organismes de faire face à leur mission, ne devraient pas être inférieurs à 1 p. 100 de la masse salariale des personnels de l'éducation nationale. (Question du 9 janvier 1967.)

Réponse. — L'arrêté du 8 juillet 1965 cité par l'honorable parlementaire ne donne pas aux comités académiques et départementaux qu'il institue qualité pour gérer les crédits sociaux. Il précise dans son article 3 que leur rôle est : de renseigner l'administration et la commission centrale sur les besoins des personnels de l'éducation nationale installés dans l'académie ou le département ; d'étudier et proposer des mesures destinées à assurer l'information du personnel sur les dispositions d'ordre social arrêtées par le ministre sur la proposition de la commission centrale ; de rechercher et de proposer les moyens de développer l'action sociale en faveur du personnel de l'éducation nationale ; de proposer les mesures destinées à favoriser la coordination de l'action sociale dans le cadre de l'académie et du département. En ce qui concerne le montant des crédits destinés aux œuvres sociales en faveur du personnel de l'éducation nationale, ils ont été accrus à un rythme plus rapide que la masse salariale de ces personnels. De 2,2 millions de francs en 1961 ils ont en effet été portés à 10 millions de francs en 1966, soit un coefficient d'augmentation de 4,4, alors que dans le même temps la masse salariale était multipliée par 2,2.

6534. — M. Georges Lamousse rappelle à M. le ministre de l'éducation nationale que le décret n° 66-619 du 10 août 1966 prévoit au titre III (changement de résidence, article 19, paragraphe c), que « le fonctionnaire a droit à la prise en charge de ses frais de changement de résidence lorsque le changement de résidence est consécutif à une mutation, lorsque l'agent a accompli au moins cinq années dans l'emploi qu'il occupait précédemment » ; et, tenant compte de ces dispositions, il lui demande si ce décret annule la circulaire du 16 décembre 1957 prévoyant que « sont considérées

comme mutations dans l'intérêt du service les mutations... des personnels d'inspection des divers services de l'éducation nationale », en d'autres termes, si un inspecteur primaire peut prétendre à la prise en charge de ses frais de changement de résidence s'il accomplit moins de cinq années dans son poste. (*Question du 21 janvier 1967.*)

Réponse. — La circulaire du 16 décembre 1957 prise en application du décret n° 53-511 du 21 mai 1953 précisait les règles à suivre pour le remboursement des frais de changement de résidence engagés par certains personnels de l'éducation nationale. Or le décret n° 66-619 du 10 août 1966, qui fixe à compter du 1^{er} juillet 1966 les conditions et modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements des personnels civils de l'Etat, indique dans son article 47 que les dispositions contraires du décret n° 53-511 du 21 mai 1953 et des textes subséquents sont abrogées. Il convient donc d'appliquer aux personnels d'inspection, comme à tous les autres personnels civils de l'Etat, les dispositions du décret du 10 août 1966. Le titre III de ce décret dispose notamment dans son article 19, paragraphe c, que l'agent muté a droit à la prise en charge de ses frais de changement de résidence lorsqu'il a accompli au moins cinq ans dans l'emploi qu'il occupait précédemment ; cette condition de durée est réduite à trois ans lorsqu'il s'agit de la première mutation dans le grade ; elle n'est pas exigée lorsque la mutation a pour objet de réunir les conjoints fonctionnaires.

6578. — **M. Adolphe Chauvin** demande à **M. le ministre de l'éducation nationale** ce qu'il compte faire pour pallier les inconvénients très importants qui résultent d'une récente modification du régime des ondes affectées au service des émissions scolaires. En effet, ces émissions viennent récemment d'être portées sur les ondes modulées, ce qui implique un changement total du matériel de réception. Il apparaît que des dépenses très importantes devront être engagées pour procéder à l'acquisition de postes récepteurs de radio à modulation de fréquence, mais on ne voit qui pourra supporter le coût des matériels nouveaux. Les fonds Barangé n'étant plus susceptibles d'affectations pour cette sorte d'acquisition, la caisse départementale scolaire n'ayant pas vocation, seules des subventions spéciales des communes et des conseils généraux pourraient éventuellement obvier ces inconvénients. Il ne semble pas qu'en raison de l'état des finances locales et des nombreux transferts de charges qui sont actuellement effectués, cette solution soit envisageable. Dans ces conditions, il appartiendrait à l'Etat de faire les frais de l'opération dont les membres du corps enseignant et les collectivités ne peuvent être tenus pour responsables. L'importance des émissions scolaires n'est pas à souligner auprès de M. le ministre de l'éducation nationale et il importe en tout état de cause que le personnel enseignant ne soit pas victime de cette mesure ministérielle. (*Question du 8 février 1967.*)

Réponse. — Toutes les émissions de la radio scolaire ne sont pas dès maintenant transférées sur les ondes à fréquence modulée. Seules les émissions destinées aux élèves du premier cycle du second degré ont cessé d'être diffusées en modulation d'amplitude. Le remplacement des récepteurs recensés dans tous les établissements de l'enseignement public a été pris en charge par l'Etat. En ce qui concerne les émissions destinées aux élèves des écoles primaires, leur suppression en modulation d'amplitude interviendra à une date non encore précisée, mais en tout état de cause avant la rentrée de 1970. Il importe en conséquence de prévoir l'acquisition de postes récepteurs à modulation de fréquence. A cet effet la circulaire n° 66-433 du 13 décembre 1966 a précisé que l'ensemble de ces acquisitions pourra, le cas échéant, être financé par le fonds scolaire de l'enseignement public dans le cadre des priorités définies à l'article 8 du décret du 30 avril 1965 puisqu'il s'agit en l'occurrence de matériel collectif d'enseignement.

6610. — **M. Camille Vallin** expose à **M. le ministre de l'éducation nationale** la situation des professeurs techniques adjoints de secrétariat des collèges d'enseignement technique. L'arrêté du 2 novembre 1959 modifiant le mode de recrutement des professeurs d'enseignement commercial précise que les professeurs des sections commerciales seraient tous, désormais, professeurs d'enseignement technique théorique, la titularisation intervenant après un concours, un stage à l'école normale d'apprentissage et un examen de fin de stage. Cette modification favorable n'apporte cependant aucune amélioration à la situation des professeurs titularisés avant 1959 qui ont déjà subi le préjudice d'être classés P. T. A. et qui ne bénéficient donc pas, n'en ayant pas obtenu le titre, des traitements et des horaires des P. E. T. T. Le préjudice moral et matériel subi est d'autant plus grand que le concours de recrutement actuel des P. E. T. T. secrétariat comporte le même programme et les mêmes épreuves que l'ancien concours d'entrée à l'Enna des P. T. A. secrétariat ; que les matières enseignées dans les C. E. T. par les P. T. A. secrétariat et les nouveaux P. E. T. T. secrétariat sont les

mêmes et s'adressent à des élèves du même niveau. Il lui demande s'il ne lui paraît pas indispensable, en vue de remédier à la grave injustice qui frappe des professeurs qualifiés, dont la valeur pédagogique n'est plus à démontrer comme en témoignent les inspections qu'ils ont eues tout au long de leur carrière, de décider d'assimiler les anciens P. T. A. secrétariat (catégorie en voie d'extinction et qui ne représente que quelques dizaines de professeurs) aux P. E. T. T. d'enseignement commercial secrétariat, simple mesure de justice qui réparerait les torts causés à ces professeurs classés indûment, dès le début de leur carrière, dans une catégorie qui a été reconnue comme n'étant pas celle qui convenait à leur enseignement. (*Question du 17 février 1967.*)

Réponse. — Lors de l'intervention du décret du 16 mai 1953 portant statut des professeurs d'enseignement technique théorique, ont été intégrés les agents temporaires remplissant les conditions requises. Depuis cette date, nul ne peut être intégré dans le cadre des professeurs d'enseignement technique théorique s'il ne remplit les conditions posées par le décret, comportant le succès à un concours. Les dispositions transitoires prévues par les décrets n° 59-1270 du 2 novembre 1959 et n° 63-1083 du 28 octobre 1963 ayant épuisé leurs effets, le règlement de ce concours est désormais fixé par l'arrêté du 26 juillet 1966. En ce qui concerne les conditions de service, des instructions ont été données pour que le service exigé des professeurs techniques adjoints de secrétariat de collège d'enseignement technique corresponde effectivement au poste auquel ils sont affectés. D'autre part, des mesures visant à améliorer leur fin de carrière sont actuellement à l'étude, sans qu'il soit toutefois possible de préciser dès à présent selon quelles modalités cette amélioration pourra être recherchée.

6637. — **M. Michel Darras**, ayant pris connaissance de la réponse de **M. le ministre de l'éducation nationale** à sa question écrite n° 6481 du 28 décembre 1966 (*Journal officiel* du 5 février 1967, Débats parlementaires, Sénat), appelle son attention sur les fermetures de classes, au nombre de 120, envisagées pour septembre 1967 dans le Pas-de-Calais, la moitié environ de ces fermetures devant avoir pour conséquence des effectifs moyens dépassant trente-deux élèves par classe dans les groupes scolaires touchés. Il lui demande de bien vouloir lui faire connaître s'il est possible de renoncer à ces fermetures pour tenir compte à la fois des nécessités pédagogiques et du souci d'assurer un emploi aux jeunes désireux d'entrer dans l'enseignement public. (*Question du 28 février 1967.*)

Réponse. — Les postes libérés par la fermeture de classes consécutive aux mouvements de la population scolaire sont en principe laissés à la disposition des services académiques pour leur permettre de faire face aux créations nécessaires afin d'uniformiser et abaisser les moyennes des effectifs dans les classes. Ce sera le cas dans le département du Pas-de-Calais pour la rentrée scolaire de 1967.

JUSTICE

6635. — **Mme Marie-Hélène Cardot** rappelle à **M. le ministre de la justice** les conditions dans lesquelles s'exercent actuellement les professions d'agents immobiliers, de mandataires en vente de fonds de commerce, d'administrateurs de biens et les professions annexes : elle attire son attention sur le fait que leurs membres manipulent les sommes qui leur sont remises ou confiées par leurs clients pour un total atteignant plusieurs dizaines de milliards d'anciens francs par an, comme les banquiers ; elle s'étonne que lesdites professions ne soient nullement soumises à des réglementations d'accès et d'exercice comparables à celles qui, très légitimement, s'appliquent à ces derniers. Elle demande quelles mesures le Gouvernement entend prendre pour organiser ces professions, en les dotant notamment d'un ordre, dont l'institution contribuerait en même temps à une meilleure protection du public et à l'assainissement souhaité par les membres les plus qualifiés des professions considérées. (*Question du 25 février 1967.*)

1^{re} réponse. — La question posée est étudiée en liaison avec les différents départements ministériels intéressés. Il y sera répondu dès que possible.

POSTES ET TELECOMMUNICATIONS

6638. — **M. Georges Dardel** expose à **M. le ministre des postes et télécommunications** que le bureau de poste et le central téléphonique de Ville-d'Avray (Hauts-de-Seine) fonctionnent actuellement dans des bâtiments anciens dont l'état vétuste et l'inadaptation ne permettent pas l'exécution rationnelle du service telle que les usagers sont en droit de l'attendre. En particulier, les conditions de travail des agents aussi bien que les conditions d'accueil du public laissent beaucoup à désirer. Se faisant l'écho, à ce sujet, des

justes doléances des intéressés, il lui demande : 1° les raisons de l'existence en 1967 de bâtiments aussi peu adaptés aux besoins de services que visitent journellement les usagers qui, si l'on en juge par l'importance de la localité (près de 10.000 habitants), sont certainement très nombreux ; 2° s'il entre dans ses intentions de demander que l'opération Ville-d'Avray prévue pour être lancée à la fin du V^e Plan soit avancée ; 3° s'il ne serait pas souhaitable de prévoir d'ores et déjà que cette opération fasse l'objet d'une autorisation de programme au titre de la loi de finances de 1968. (*Question du 28 février 1967.*)

Réponse. — L'intérêt que présente la construction d'un nouvel hôtel des postes à Ville-d'Avray est bien connu de mon administration qui, avec le concours de la municipalité, s'efforce de régler ce problème dans le meilleur délai possible. Mais la situation évoquée est celle d'un grand nombre de communes de la région parisienne dont la croissance démographique rapide a provoqué une insuffisance marquée des moyens d'action des services publics. Il convient cependant de remarquer que parmi les nombreuses opérations présentant un caractère d'urgence identique, le projet de construction d'un nouveau bureau de poste a été classé aux prévisions du V^e Plan dans un rang favorable. Le projet technique est en cours d'étude. Sauf difficultés imprévues, le lancement de cette opération devrait pouvoir intervenir sinon en 1968 du moins en 1969.

6647. — M. Ludovic Tron attire l'attention de M. le ministre des postes et télécommunications sur les délais considérables qu'exige la direction régionale des télécommunications de Paris pour installer le téléphone dans les établissements d'enseignement privés du département de la Seine nouvellement créés, et lui rappelle les instructions administratives du ministère de l'éducation nationale ainsi que celles de son département, adressées aux chefs de centre, qui prescrivent l'installation obligatoire du téléphone dans tous les

cours publics et d'établissements d'enseignement privés. Il lui demande, en raison des inconvénients graves que cela peut présenter (accidents, incendie, appels de police, etc.), les dispositions qu'il compte prendre pour remédier à cette situation. (*Question du 2 mars 1967.*)

Réponse. — L'administration des postes et télécommunications accorde la priorité du rang le plus élevé aux demandes d'installations téléphoniques formulées par toutes les catégories d'établissements d'enseignement. Le cas échéant, en raison de l'urgence, les lignes sont établies en câbles provisoires et ce n'est qu'en cas d'impossibilité absolue que la construction est différée. Le cas signalé semble concerner une demande formulée le 4 octobre dernier par une personne se déclarant directeur d'un cours privé en vue de la concession de deux lignes téléphoniques à son nom dans des locaux sis à Paris (17^e). Il a été constaté le 17 octobre 1966 qu'aucun cours ne fonctionnait à cette adresse. D'après les renseignements recueillis, le « cours » devait s'ouvrir dans un local en sous-sol, alors en travaux. Les ouvriers sur place ont indiqué qu'ils travaillaient pour le compte d'une personne dont les agissements étaient signalés dans la réponse de l'administration des P. T. T. (*Journal officiel*, n° 3 S du 3 octobre 1965) à la question n° 5352 du 26 août 1965. Le demandeur a alors été invité à fournir des pièces justificatives de l'occupation des locaux et de l'ouverture du cours d'enseignement : mais aucune réponse n'a été donnée par lui à cette invitation. Des démarches ont, tout récemment, été faites auprès du commissariat de police du quartier intéressé, de la direction des services d'enseignement de la préfecture, de l'académie de Paris. Aucun de ces services n'a trace d'autorisation demandée ou accordée au demandeur pour ouvrir un cours d'enseignement à l'adresse indiquée. Dès que ce candidat abonné justifiera de son activité à cette dernière adresse, par présentation d'une pièce locative et du récépissé de déclaration d'ouverture de son cours délivrée par l'inspecteur d'académie, un abonnement au téléphone lui sera concédé.